



Rapport annuel 2009

01 B.P. 1878 Abidjan 01/ Côte d'Ivoire
Avenue Joseph ANOMA
WWW.CREPMF.ORG

Téléphone : (225) 20 21 57 42
Télécopie : (225) 20 33 23 04
SG@CREPMF.ORG

TABLE DES MATIERES

LE MOT DU PRESIDENT	8
1 CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	11
1.1 EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE MONDIAL ET SOUS-REGIONAL	11
1.2 EVOLUTION DES MARCHES FINANCIERS INTERNATIONAUX	12
1.3 EVOLUTION DES MARCHES FINANCIERS AFRICAINS	13
2 ACTIVITES.....	14
2.1 ACTIVITES DU CONSEIL REGIONAL.....	14
2.1.1 Réunions des organes délibérants.....	14
2.1.2 Activités de régulation	15
2.2 CONTROLE DES ACTEURS DU MARCHÉ	19
2.2.1 Contrôle des structures centrales (BRVM et DC/BR)	19
2.2.2 Contrôle des intervenants commerciaux	21
2.2.3 Surveillance du marché	25
2.2.4 Contrôle des avoirs-titres et espèces des clients	25
2.2.5 Traitement des plaintes et réalisation des enquêtes.....	26
2.2.6 Sanctions	27
2.3 CONTROLE ET SUIVI DES EMETTEURS	27
2.4 ACTIVITES DU MARCHÉ.....	28
2.4.1 Marché primaire	28
2.4.2 Marché secondaire	32
2.5 ACTIVITES DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER REGIONAL (PDMFR).....	38
2.5.1 Contexte	38
2.5.2 Etat d'exécution des principales sous-composantes du volet « Assistance Technique et Appui Institutionnel »	38
2.6 RELATIONS INTERNATIONALES ET PARTENARIATS.....	41
2.6.1 Participation aux rencontres internationales.....	41
2.6.2 Participation aux rencontres sous-régionales.....	41
3 SITUATION FINANCIERE DU CONSEIL REGIONAL	43
3.1 COMPTES DE BILAN	43
3.2 COMPTE DE RESULTATS	44
3.3 CONTROLE PAR LA COUR DES COMPTES.....	45
ANNEXES	46
ANNEXE 1 ORGANISATION DU CONSEIL REGIONAL DE L'EPARGNE PUBLIQUE ET DES MARCHES FINANCIERS	47
ANNEXE 2 SITUATION FINANCIERE DES SOCIETES DE GESTION ET D'INTERMEDIATION AU 31 DECEMBRE 2009.....	48
ANNEXE 3 MISSIONS D'INSPECTION REALISEES EN 2009	49
ANNEXE 4 BILAN AU 31 DECEMBRE 2009 DU CREPMF	50
ANNEXE 5 COMPTE DE RESULTATS AU 31 DECEMBRE 2009 DU CREPMF	52
ANNEXE 6 EVOLUTION DU NOMBRE D'ACTEURS ENTRE 2005 ET 2009	54
ANNEXE 7 NOMBRE D'ACTEURS CONTROLES EN 2009	54

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AA	: Apporteur d’Affaires
ACDI	: Agence Canadienne de Développement International
AFD	: Agence Française de Développement
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BM	: Banque Mondiale
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTCC	: Banques Teneurs de Comptes et Conservateurs
CIMA	: Conférence Interafricaine des Marchés d’Assurances
COSUMAF	: Commission de Surveillance du Marché Financier de l’Afrique Centrale
CREPMF	: Conseil Régional de l’Epargne Publique et des Marchés Financiers
DC/BR	: Dépositaire Central / Banque de Règlement
ETI	: Ecobank Transnational Incorporated
FANAF	: Fédération des Sociétés d’Assurances de Droit National Africaines
FCP	: Fonds Commun de Placement
FMI	: Fonds Monétaire International
IFREFI	: Institut Francophone de la Régulation Financière
OICV	: Organisation Internationale des Commissions de Valeurs
OPCVM	: Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
PIB	: Produit Intérieur Brut
OPR	: Offre Publique de retrait
SGI	: Société de Gestion et d’Intermédiation
SOAGA	: Société Ouest Africaine de Gestion d’Actifs
SICAV	: Société d’Investissement à Capital Variable
PDMFR	: Projet de Développement du Marché Financier Régional
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Réunion des organes délibérants
- Tableau 2 : Cartes professionnelles délivrées par le Conseil Régional en 2009
- Tableau 3 : Principales caractéristiques du FCP CAPITAL CROISSANCE
- Tableau 4 : Principales caractéristiques du FCP SODEFOR COMPLEMENTAIRE RETRAITE
- Tableau 5 : Chiffres-clés de la situation financière de la BRVM (en millions de FCFA)
- Tableau 6 : Chiffres-clés de la situation financière du DC/BR (en millions de FCFA)
- Tableau 7 : Emissions sur le marché primaire en 2009
- Tableau 8 : Opérations sur titres de capital de l'année 2009 (en millions de FCFA)
- Tableau 9 : Emprunts obligataires de l'année 2009 (en millions de FCFA)
- Tableau 10: Evolution des indices sectoriels de 2007 à 2009
- Tableau 11: Evolution des capitalisations boursières par compartiment (2005-2009), en milliards de FCFA
- Tableau 12: Evolution des capitalisations boursières sectorielles (2006-2009), en milliards de FCFA
- Tableau 13: BRVM - Evolution des valeurs et des volumes échangés (2005-2009), en millions de FCFA
- Tableau 14: Bilan en grandes masses (en milliers de FCFA)
- Tableau 15: Comptes de résultats en grandes masses (en milliers de FCFA)

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1 : Répartition des avoirs-titres et espèces des clients résidents de la zone UEMOA au 31 décembre 2009 par type d'investisseur
- Graphique 2 : Evolution de la levée des ressources de 2005 à 2009 (en millions de FCFA)
- Graphique 3 : Répartition sectorielle des financements par le marché des obligations en 2009
- Graphique 4 : Evolution comparative des indices BRVM 10 et BRVM Composite de 2005 à 2009
- Graphique 5 : Evolution de la capitalisation boursière par secteur d'activités en 2008 et en 2009

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Organisation du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers
- Annexe 2 : Situation financière des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation au 31 décembre 2009
- Annexe 3 : Missions d'inspection réalisées en 2009
- Annexe 4 : Bilan au 31 décembre 2009 du CREPMF
- Annexe 5 : Compte de Résultats au 31 décembre 2009 du CREPMF
- Annexe 6 : Evolution du nombre d'acteurs entre 2005 et 2009
- Annexe 7 : Nombre d'acteurs contrôlés en 2009

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2009

Mai

- Tenue, les 18, 19 et 20 mai 2009, à Cotonou (Bénin) de la 8^{ème} réunion annuelle de l'Institut Francophone de la Régulation Financière (IFREFI).

Juin

- Acceptation par l'OICV de la candidature du CREPMF en qualité de signataire de l'Accord Multilatéral de l'OICV sur la consultation, la coopération et l'échange d'informations (MMoU).

Novembre

- Entrée en fonction, le 23 novembre 2009, des nouveaux membres du Conseil Régional.
- Tenue, les 9 et 10 novembre 2009 à Abidjan (Côte d'Ivoire), de « la rencontre de sensibilisation sur l'information financière ».

Décembre

- Organisation, les 8, 9 et 10 décembre 2009 à Dakar (Sénégal), des « Journées du marché financier de l'UMOA » en collaboration avec la BRVM et l'Association Professionnelle des SGI.

ORGANISATION ET COMPOSITION DU CONSEIL REGIONAL AU 31 DECEMBRE 2009

Conseil Régional

Léné SEBGO	Président, Membre représentant le Burkina Faso
Viviane Yémalin HOUENOU- KANEHO	Membre représentant le Bénin
Lami BLE	Membre représentant la Côte d'Ivoire
Sêco CAMARA	Membre représentant la Guinée-Bissau
Sidi Mohamed TRAORE	Membre représentant le Mali
Boubacar SAIDOU MOUMOUNI	Membre représentant le Niger
Babacar CISSE	Membre représentant le Sénégal
Mathèrunwa GNAGNA- WAKA	Membre représentant le Togo
Laurent Ogowa AGOSSA	Membre représentant le Président de la Commission de l'UEMOA
Kodzo Mawuena DOSSA	Membre représentant le Gouverneur de la BCEAO
Taïbou MBAYE	Membre, Expert-Comptable
Fernando Jorge RIBEIRO	Membre, Magistrat

Comité Exécutif

Léné SEBGO	Président, Membre représentant le Burkina Faso
Kodzo Mawuena DOSSA	Membre représentant le Gouverneur de la BCEAO
Taïbou MBAYE	Membre, Expert-Comptable
Mathèrunwa GNAGNA- WAKA	Membre représentant le Togo

Secrétariat Général

Edoh Kossi AMENOUNVE	Secrétaire Général
-----------------------------	--------------------



Léné SEBGO, Président du CREPMF

2009 : Une année « difficile mais qui augure de bonnes perspectives »

L'année 2009 a été marquée par une évolution contrastée de la conjoncture économique mondiale. En effet, au premier trimestre, un début de récession s'est manifesté dans les pays développés à travers une contraction de la production (-6,5 %) et des échanges mondiaux, en raison du resserrement du crédit et de la chute brutale du prix des actifs financiers.

Par contre, le second semestre a enregistré la stabilisation de l'économie mondiale et surtout l'accélération de la croissance dans les économies émergentes. Le regain de confiance des investisseurs et les effets stimulants des mesures de relance ont, en effet, contribué à atténuer la contraction de la production. Cependant, il y a lieu de préciser que dans la plupart des pays, l'accès au crédit reste encore difficile ce qui pourrait fragiliser la reprise observée. L'année 2009 aura donc été celle du retour à une relative stabilité sur les marchés financiers internationaux après les fortes perturbations enregistrées en 2008.

Malgré les fortes turbulences observées sur l'ensemble des places financières internationales et les répercussions indirectes de la crise sur les économies de l'Union, le marché financier de l'UMOA a bien résisté.

C'est dans ce contexte international que le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) a poursuivi ses activités de régulation et de contrôle du marché financier de l'UMOA, conformément à ses missions.

En effet, sur le marché primaire, contrastant avec l'année 2008, le Conseil Régional a autorisé et enregistré 27 opérations financières contre 12 en 2008. Les émissions de titres au cours de l'année s'établissent à 224,5 milliards de FCFA, soit 53 % de hausse par rapport à l'année précédente traduisant ainsi le climat de confiance des investisseurs dans notre marché.

Les levées de ressources s'établissent à 87,9 milliards de FCFA pour les titres de capital et 136,6 milliards de FCFA pour les emprunts obligataires, en hausse respectivement de 72 % et de 42 % par rapport à 2008.

Sur le marché secondaire, les principales opérations du compartiment actions ont porté sur l'admission à la cote de l'ONATEL, la fusion des sociétés PALM CI et PH CI et le retrait de la société SAGECO. Sur le compartiment obligataire, 5 titres ont été radiés contre 9 nouvelles admissions portant le nombre de lignes obligataires à 33 titres au 31 décembre 2009 contre 29 en 2008.

La capitalisation boursière du marché s'est établie à 3 331 milliards de FCFA contre 3 851,37

milliards de FCFA au 31 décembre 2008, soit une baisse de 13,5 % en liaison avec le repli de certains titres sous l'influence des anticipations sur la baisse du chiffre d'affaire des sociétés opérant dans les secteurs tournés vers l'exportation en raison de la chute des cours mondiaux.

Dans le sillage du recul de la capitalisation boursière, les deux indices boursiers de référence du marché affichent, en fin 2009, un repli de 25 % en moyenne par rapport à 2008. En effet, le "BRVM 10" est passé de 192,0 points au 31 décembre 2008 à 143,60 points au 31 décembre 2009. Quant au "BRVM Composite", il s'est affiché au 31 décembre 2009 à 132,0 points contre 178,1 points à fin 2008.

2009 a également été l'année du renforcement du cadre réglementaire du marché financier avec l'aboutissement de la réforme des garanties, l'introduction de la notation sur le marché ainsi que la mise en place d'un système d'approbation des garants et des agences de notation. Les projets de Règlements relatifs au marché hypothécaire et de la titrisation ainsi que le projet de Directive relative à l'harmonisation de la fiscalité des valeurs mobilières au sein de l'Union ont également été finalisés au cours de l'année sous revue et sont en instance d'adoption par le Conseil des Ministres de l'UMOA.

Le Conseil Régional a par ailleurs poursuivi les actions d'approfondissement du marché dans le cadre du Projet de Développement du Marché Financier Régional (PDMFR) avec pour objectif de garantir la transparence et l'intégrité du marché en lui assurant un développement harmonieux.

C'est ainsi, que dans le cadre de sa politique d'amélioration de la qualité de l'information diffusée sur le marché, le CREPMF a réuni, les 9 et 10 novembre 2009 à Abidjan les Responsables de l'information financière et les Commissaires aux Comptes des sociétés cotées et des structures agréées du marché.

En collaboration avec l'APSGI et la BRVM, le CREPMF a également organisé à Dakar (Sénégal), en décembre 2009, les « *Journées du Marché Financier de l'UMOA* » sur le thème : « *L'innovation sur les marchés financiers : des produits classiques aux produits dérivés* » en vue d'accroître la sensibilisation des opérateurs économiques de l'Union à la matière boursière.

Le Conseil Régional a, en outre, renforcé sa coopération internationale.

Il a ainsi rempli avec succès les conditions posées par l'OICV, et est devenu signataire de l'Accord Multilatéral de Coopération et d'Echange d'Informations entre les régulateurs au niveau mondial, le 9 juin 2009.

Le Conseil Régional a également organisé la 8^{ème} Réunion Annuelle de l'Institut Francophone de la Régulation Financière (IFREFI), du 18 au 20 mai 2009, à Cotonou.

Le Conseil Régional continuera donc d'œuvrer, au cours des années à venir, à préserver le bon fonctionnement du marché en vue d'accroître de façon significative sa contribution au financement des économies de l'Union, et à maintenir des pratiques de régulation conformes aux standards internationaux.

Il s'agira de finaliser les actions engagées en vue d'augmenter l'efficacité du marché, d'améliorer de façon significative la culture boursière au sein de l'Union, de

renforcer la transparence et la gouvernance des sociétés cotées, et enfin d'accroître le professionnalisme des acteurs du marché.

Je voudrais, par mon propos, en adresser mes vifs remerciements à tous nos partenaires techniques et financiers pour leur contribution positive au développement du marché, encourager mes collègues

du Conseil Régional à poursuivre leurs efforts pour la réalisation des missions du CREPMF et féliciter l'ensemble du personnel du Conseil Régional, qui au quotidien, démontre son dévouement et son attachement à notre Organe.

Léné SEBGO

Président du Conseil Régional

1 CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

1.1 Evolution de l'environnement économique mondial et sous-régional

Le début de récession observé au premier semestre 2009 s'est fortement atténué sous l'effet des retombées des mesures monétaire et budgétaire massives, mises en œuvre à l'échelle internationale en 2008 pour juguler la crise.

En définitive, l'année 2009 s'est achevée avec une croissance mondiale redevenue positive et une certaine reprise des échanges internationaux.

Aux Etats-Unis, les chiffres de croissance du quatrième trimestre se sont améliorés. Ainsi, d'un trimestre à l'autre, le PIB a augmenté de 1,4 %, tandis qu'en rythme annuel, la hausse est ressortie à 5,7 %, niveau jamais atteint depuis six ans. Cette forte expansion au dernier trimestre a permis de ramener le recul du PIB à 2,4 % sur l'ensemble de 2009, ce qui reste une contre-performance qui n'avait pas été enregistrée depuis 1946.

La plupart des **grandes économies européennes** ont été affectées par la crise apparue en 2008. En dépit de la reprise apparue en fin d'année, elles sont quasiment toutes entrées en récession en 2009.

En effet, la **France** s'est distinguée au sein de la zone euro en dégageant au quatrième trimestre 2009, avec une croissance de 0,6 %, en raison de la consommation qui a tiré l'activité en fin d'année vers le haut. En revanche, la contraction de l'investissement conjuguée au recul du commerce extérieur ont impacté négativement la croissance du PIB qui a chuté de 2,2 %, soit la pire contraction depuis l'après-guerre. Mais ce rythme reste très nettement inférieur à la moyenne de la zone euro (-4 %).

La **Grande Bretagne** a, quant à elle, connu deux trimestres de récession avant d'amorcer une certaine croissance. Cependant, celle-ci a été en dessous du rythme attendu, ne dépassant pas 0,1 % contre 0,4 % prévu. L'année a enregistré une baisse de 4,8 % du PIB. Tout comme la France, cette récession est la pire qu'a connu la Grande-Bretagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

L'Allemagne a enregistré en début d'année une contraction de 5 % de son PIB, en raison du recul de la consommation privée et des investissements. Malgré une croissance nulle au dernier trimestre, le pays reste néanmoins résolument sur la voie de la reprise, résultat du dynamisme attendu des exportations et d'une stabilisation du marché du travail.

Au total, la **Zone Euro** qui est entrée en récession à la fin de l'année 2008, a continué de subir les conséquences de la crise financière internationale. Son PIB a chuté de 4 % en 2009. La zone était sortie de la récession au troisième trimestre, avec une croissance de 0,4 %, mais au quatrième trimestre celle-ci a reculé et s'est établie à 0,1 %.

Au **Japon**, le PIB s'est contracté de 5,0 % en termes réels en 2009, la plus forte baisse depuis 1955, à cause d'un premier trimestre au cours duquel le pays a encaissé pleinement le choc de la crise. La croissance au quatrième trimestre a toutefois été légèrement plus robuste que prévu (+1,1 % par rapport au trimestre précédent, ou +4,6 % en rythme annualisé) grâce à des plans de relance massifs qui ont favorisé le rétablissement des exportations, de l'investissement et de la consommation.

Grâce à des investissements massifs stimulés par le desserrement du crédit et des niveaux soutenus de la consommation, la **Chine** a surpris par la vigueur de son économie. Elle enregistrerait en 2009 une croissance de l'ordre de 8,5 %, bien au-delà des prévisions alarmistes évoquées en début d'année.

En **Afrique Subsaharienne**, la croissance économique a été fortement marquée par l'effondrement des échanges mondiaux. En effet, la croissance est tombée à 1,1 % en 2009 contre plus de 5 % en moyenne sur les cinq années précédentes. La baisse des prix des denrées alimentaires et du pétrole depuis le milieu de 2008 a contribué à réduire sensiblement l'inflation globale, qui est tombée à des niveaux faibles à l'exception de l'Afrique de l'Est où les sécheresses chroniques l'ont maintenue à des niveaux élevés.

En **Zone UEMOA**, le repli de la demande mondiale a entraîné un fléchissement des prix de la plupart des produits d'exportation de l'Union. Fort heureusement, la baisse des prix des produits de base au niveau mondial a favorisé le recul de l'inflation qui est estimé en moyenne annuelle à 1,1 % en 2009 contre 7,4 % en 2008. En définitive, le taux de croissance économique réel de la zone devrait se situer à 3,0 % cette année contre 3,8 % en 2008. Toutefois, un risque de fragilisation supplémentaire des économies de la sous-région pourrait provenir des perturbations climatiques enregistrées dans certains Etats et susceptibles d'affecter les résultats des prochaines campagnes agricoles.

1.2 Evolution des marchés financiers internationaux

Dans la recherche de solutions pour revigorer l'économie mondiale, plusieurs réunions du G20 et de l'OICV ont eu lieu en 2009, et ont abouti aux principales conclusions ci-après :

- la création d'un Conseil de Stabilité Financière, au niveau international, avec l'élargissement de l'institution aux membres du G20 ;
- le renforcement du rôle du FMI sur les questions liées à la stabilité des marchés financiers ;
- le renforcement de la coopération entre les régulateurs des marchés financiers.

Les bourses mondiales ont connu un rebond spectaculaire en 2009 en liaison avec les premiers résultats des plans de relance mis en place par les gouvernements et les performances encourageantes de certaines entreprises. Aux **Etats-Unis**, le Dow Jones, a enregistré une hausse de 19,5 %. Sur la même période, le Nasdaq a progressé de 44,8 %.

En Chine, le rebond des Bourses a été encore plus spectaculaire. Shanghai et Hong Kong ont respectivement gagné 80,0 % et 52,0 % en un an.

A **Tokyo** au Japon, l'indice vedette Nikkei s'est apprécié de 19,0 % en 2009.

En Europe, les places financières ne sont pas restées en marge du regain de vitalité enregistré sur les marchés mondiaux. C'est ainsi que la Bourse de Francfort a gagné 23,0 %, celle de Paris 22,3 % et celle de Londres 22,1 %.

Au total, la paralysie qui a caractérisé les marchés financiers à l'automne 2008 s'est nettement atténuée courant 2009. Même si les risques demeurent élevés et que les investisseurs continuent d'être craintifs, la volatilité des marchés commence à s'essouffler.

1.3 Evolution des marchés financiers africains

En Afrique, les indices boursiers ont continué leurs replis amorcés en 2008. En effet, les économies émergentes, notamment celles de l'Afrique, ont été touchées par la perturbation des flux de commerce et de crédit. L'impact de la crise mondiale s'est fait le plus sentir dans des pays comme l'Afrique du Sud et le Nigéria. Parmi les marchés boursiers africains, la bourse de Tunis, comme l'année précédente, termine l'année 2009 au-dessus de sa valeur de clôture de 2008, gagnant ainsi 48,22 %. La place financière d'Accra (GSE) a enregistré une chute de 47,80 %, suivie par la Bourse du Nigéria (NSE) avec un repli de 34,63 %. Celle de Casablanca (MADEX) affiche un repli relativement faible (-5,85 %) et l'indice « BRVM Composite » de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'UMOA, une baisse de l'ordre de 25 %.

2 ACTIVITES

2.1 Activités du Conseil Régional



Quelques membres du Conseil Régional lors de la cérémonie de prestation de serment, devant le Conseil des Ministres de l'UMOA, le 17 décembre 2009 à Cotonou

2.1.1 Réunions des organes délibérants

Au cours de l'année 2009, les organes délibérants du Conseil Régional ont tenu huit réunions.

Ces réunions se répartissent comme suit :

- quatre sessions ordinaires du Conseil Régional,
- quatre sessions du Comité Exécutif.

Tableau 1 : Réunions des organes délibérants

Date	Type de reunion	Lieu
07 avril 2009	25 ^{ème} session du Comité Exécutif	Cotonou, Bénin
16 mai 2009	40 ^{ème} Session Ordinaire du Conseil Régional	Cotonou, Bénin
27 juin 2009	26 ^{ème} session du Comité Exécutif	Dakar, Sénégal
26 octobre 2009	41 ^{ème} Session Ordinaire du Conseil Régional	Cotonou, Bénin
27 octobre 2009	27 ^{ème} session du Comité Exécutif	Cotonou, Bénin
16 novembre 2009	28 ^{ème} session du Comité Exécutif	Abidjan, Côte d'Ivoire
17 novembre 2009	42 ^{ème} Session Ordinaire du Conseil Régional	Abidjan, Côte d'Ivoire
18 décembre 2009	43 ^{ème} Session Ordinaire du Conseil Régional	Cotonou, Bénin

2.1.2 Activités de régulation



*Monsieur Edoh K. AMENOUNVE,
Secrétaire Général du Conseil Régional*

2.1.2.1 Revue des textes du marché financier régional

Après plusieurs années de fonctionnement, le Conseil Régional a entamé depuis 2004, avec l'appui de cabinets d'avocats internationaux, la revue générale des textes régissant le marché financier de l'UMOA.

Cette revue qui tient compte de l'évolution de l'environnement du marché, est également motivée par le souci de rapprochement d'avec les standards internationaux notamment des principes de l'OICV. Elle a connu au cours de l'année sous revue des avancées significatives ayant abouti à l'adoption des projets de nouveaux textes par le Conseil Régional en mai 2009.

2.1.2.2 Approbation des Commissaires aux Comptes

Suivant les dispositions de l'article 21 alinéa 6 de l'Annexe à la Convention portant composition, organisation, fonctionnement et attributions du Conseil Régional et celles de l'Instruction n°31/2005, le Conseil Régional doit approuver les Commissaires aux Comptes désignés par les sociétés cotées et les intervenants agréés après examen de leurs dossiers.

Le Conseil Régional a approuvé lors de ses 41^{ème} et 43^{ème} sessions ordinaires sept (7) nouveaux Commissaires aux Comptes, portant leur nombre à 31.

2.1.2.3 Homologation des tarifs

Au cours de l'exercice 2009, aucune homologation des tarifs n'a été réalisée. En effet, l'année a été consacrée à la finalisation des réflexions entamées au cours de l'exercice précédent en vue de la standardisation des grilles tarifaires des intervenants commerciaux du marché financier régional. Ces réflexions aboutiront à la publication par le Conseil Régional, en début d'année 2010, d'une grille harmonisée de tarifs pour chaque catégorie d'acteurs.

2.1.2.4 Assouplissement des coûts d'accès au marché financier

Les conclusions de l'étude visant l'assouplissement des garanties actuellement exigées sur le marché financier de l'UMOA pour la levée de ressources et la détermination des conditions d'introduction d'un système de notation au sein de l'Union ont été adoptées par le Conseil Régional au cours de l'année sous revue. Les textes y relatifs ont été mis en vigueur en novembre 2009.

2.1.2.5 Délivrance des cartes professionnelles

En application des dispositions réglementaires en vigueur, le Conseil Régional a délivré en 2009, 107 cartes professionnelles aux acteurs agréés du marché contre 81 au cours de l'exercice 2008.

Les cartes professionnelles délivrées en 2009 se répartissent, par catégorie d'acteurs, comme ci-après :

Tableau 2 : Cartes professionnelles délivrées par le Conseil Régional en 2009

Structures	Cartes requises	Cartes délivrées	Cartes non délivrées
Sociétés de Gestion et d'Intermédiation	116	85	31
Société de Gestion de Patrimoine	2	0	2
Banques Teneur de Compte/Conservateur	13	7	6
Sociétés de Gestion d'OPCVM	20	12	8
Apporteurs d'Affaires	4	3	1
Total	155	107	48

Les cartes non délivrées sont justifiées par l'absence des pièces réglementaires ou le non règlement desdites cartes.

2.1.2.6 Agrément des intervenants

Le CREPMF a procédé, au cours de l'année 2009, à l'agrément de quatre (4) nouveaux intervenants commerciaux. Il s'agit d'une Société de Gestion d'Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (SGO), d'une Société de Gestion de Patrimoine (SGP) et de deux (2) Fonds Communs de Placement (FCP).

Le Conseil a par ailleurs retiré l'agrément à deux (2) intervenants, à savoir une (1) SGO et le Fonds Commun de Placement dont elle assurait la gestion.

Au total, au 31 décembre 2009, le nombre d'intervenants agréés du marché financier de l'UEMOA s'élève à 58 contre 56 à la fin de l'année 2008 (voir Annexe 6).

A- Agréments accordés

Les intervenants agréés au cours de l'année 2009 se présentent comme ci-après :

La SGO BOA ASSET MANAGEMENT (BOA-AM)

Créée le 28 octobre 2008 à l'initiative conjointe de Monsieur Paul DERREUMAUX et de la société BOA GROUP S.A., la BOA ASSET MANAGEMENT est une Société Anonyme avec Conseil d'Administration.

Avec un capital social fixé à 25 millions de FCFA, la BOA ASSET MANAGEMENT a, aux termes de ses statuts, pour objet exclusif de gérer des Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières (OPCVM) regroupés en Fonds Communs de Placement et toutes autres opérations nécessaires à la réalisation de l'objet social et approuvées par le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

Elle a son siège social à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Elle a été agréée en qualité de SGO, le 18 décembre 2009, sous le numéro SG/09-001.

Ainsi, au 31 décembre 2009, huit (8) sociétés de gestion d'OPCVM opèrent sur le marché financier régional de l'UMOA (voir Annexe 6).

Le FCP CAPITAL CROISSANCE

Tableau 3 : Principales caractéristiques du FCP CAPITAL CROISSANCE

Dénomination	CAPITAL CROISSANCE
Type	Fonds Commun de Placement de capitalisation et/ou de distribution
Promoteurs	- Banque Nationale d'Investissement (BNI) - BNI GESTION
Objet	CAPITAL CROISSANCE a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières
Valeur liquidative d'origine	10 000 FCFA
Forme des parts	Titres dématérialisés inscrits en compte auprès de la BNI FINANCES
Dépositaire	BNI FINANCES
Société de Gestion	BNI GESTION
Commissaire aux Comptes	Cabinet ERNST & YOUNG Côte d'Ivoire
Orientation de gestion	CAPITAL CROISSANCE est un fonds de capitalisation et/ou de distribution de type diversifié constitué de : - 55 % maximum d'actions cotées à la BRVM, - au moins 30 % en obligations émises sur le marché financier régional, - et le solde en titres de créances négociables ou tout autre titre, dans le respect de la réglementation en vigueur. Dans tous les cas et conformément à l'Instruction n°23/99 du CREPMF, au moins 85 % des actifs sera investi dans des titres ayant fait l'objet d'une émission publique ou admises à la cote de la BRVM. La proportion du fonds à investir dans des valeurs émises par un même émetteur ne dépassera pas 10 %, sauf s'il s'agit des valeurs émises ou garanties par des Etats de l'UEMOA. Dans ce cas, le plafond sera porté à 15 %.
Souscripteurs visés	Personnes morales et physiques

Le FCP CAPITAL CROISSANCE a été agréé, le 07 avril 2009, sous le numéro FCP/09-001.

Le FCP SODEFOR COMPLEMENTAIRE RETRAITE

Tableau 4 : Principales caractéristiques du FCP SODEFOR COMPLEMENTAIRE RETRAITE

Dénomination	SODEFOR COMPLEMENTAIRE RETRAITE
Type	Fonds Commun de Placement de capitalisation
Promoteurs	- SODEFOR - BNI GESTION
Objet	Constitution d'un portefeuille de valeurs mobilières dans le cadre de la préparation de la retraite des salariés de la SODEFOR
Valeur liquidative d'origine	2 500 FCFA
Forme des parts	Titres dématérialisés inscrits auprès de la BNI FINANCES
Dépositaire	BNI FINANCES
Société de Gestion	BNI GESTION
Commissaire aux Comptes	Cabinet ERNST & YOUNG Côte d'Ivoire
Orientation de gestion	SODEFOR COMPLEMENTAIRE RETRAITE est un fonds de capitalisation de type diversifié constitué de : - 50 % maximum d'actions cotées à la BRVM ; - au moins 40 % en obligations émises sur le marché financier régional ; - et le solde en titres de créances négociables ou tout autre titre, dans le respect de la réglementation en vigueur. Dans tous les cas et conformément à l'Instruction n°23/99 du CREPMF, au moins 85 % des actifs seront investis dans des titres ayant fait l'objet d'une émission publique ou admis à la cote de la BRVM. La proportion du fonds à investir dans des valeurs émises par un même émetteur ne dépassera pas 10 %, sauf s'il s'agit des valeurs émises ou garanties par des Etats de l'UEMOA. Dans ce cas, le plafond sera porté à 15 %.
Souscripteurs visés	Salariés de la SODEFOR

Le FCP SODEFOR COMPLEMENTAIRE RETRAITE a été agréé, le 18 décembre 2009, sous le numéro FCP/09-002.

Au total, au 31 décembre 2009, huit (8) sociétés de gestion d'OPCVM gèrent seize (16) Fonds Communs de Placement et une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) sur le marché financier de l'UMOA (Annexe 6).

La SGP CITY FINANCES

Constituée le 9 Janvier 2009 sous forme de Société Anonyme avec Conseil d'Administration, CITY FINANCES est dotée d'un capital social de 50 millions de

FCFA entièrement libéré et réparti entre Monsieur TANOE AKA Cyrille Emmanuel (45 %), Monsieur SOUMAHORO Mory (45 %) et Madame Fabienne ANGOUA (10 %).

Conformément à l'article 2 des statuts de CITY FINANCES, la société a pour objet la gestion de titres ou de portefeuilles-titres pour le compte d'autrui et plus généralement, toutes opérations mobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

L'agrément de CITY FINANCES, en qualité de Société de Gestion de Patrimoine (SGP) est enregistré sous le numéro SGP/09-001.

Au total, au 31 décembre 2009, deux (2) Sociétés de Gestion de Patrimoine opèrent sur le marché financier régional de l'UMOA (voir Annexe 6).

B- Agréments retirés

L'année 2009 a été marquée par deux retraits d'agrément. Il s'agit de ceux accordés à la Société Financière Ouest Africaine (SFOA) - Gestion en sa qualité de SGO et au Fonds Commun de Placement Capital Financial Growth (FCP CFG), géré par la SFOA-Gestion.

La décision du CREPMF a été motivée d'une part, par le fait que depuis leurs agréments, la SFOA-Gestion et le FCP Capital Financial Growth n'ont transmis au Conseil Régional aucune information relative à leurs activités comme l'exige la réglementation en vigueur et d'autre part, par le projet de liquidation de ses activités annoncée par la SGO.

Dans ce cadre, un contrôle inopiné a été réalisé le 10 juin 2009 auprès de la SFOA-Gestion. Les documents et informations reçus ont permis de confirmer :

- la démission du Directeur Général de la société depuis le 31 mai 2009 ;
- la cessation des activités ;
- le licenciement de tout le personnel de la SFOA-Gestion ;
- le projet de liquidation pure et simple de la société ;
- le rachat par le FCP Capital Financial Growth de toutes les parts souscrites et le désintéressement des épargnants.

La vérification de ces documents et leur rapprochement avec ceux fournis par le dépositaire, la SGI-MALI, ont permis de conclure que la liquidation des activités des deux structures a été faite conformément aux dispositions en vigueur sans préjudice pour les épargnants.

2.2 Contrôle des acteurs du marché

2.2.1 Contrôle des structures centrales (BRVM et DC/BR)

- Respect de l'obligation d'information

La BRVM et le DC/BR ont transmis au Conseil Régional leurs états financiers annuels définitifs de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

- Contrôle sur place

Au cours de l'année 2009, le Conseil Régional a réalisé une mission de contrôle auprès de la BRVM et du DC/BR. Ce contrôle, qui est le cinquième effectué par le Conseil Régional auprès de ces structures depuis leur agrément, a permis de constater que les conditions d'agrément sont globalement respectées.

Les insuffisances relevées concernent l'organisation administrative, le gouvernement d'entreprise, le système de contrôle et le système d'information. Ces insuffisances, pour lesquelles des mesures correctives doivent être prises à brève échéance, ne sont pas de nature à mettre en péril l'épargne investie à la BRVM.

- Analyse de l'activité et de la structure financière

BRVM

L'exercice 2009 s'est soldé pour la BRVM par un bénéfice net de 1 600 millions de FCFA, en baisse de 22 % par rapport au résultat de 2008 qui était de 2 050 millions de FCFA.

Les produits d'exploitation ont en effet enregistré une baisse de 18 %, passant de 3 829 millions de FCFA au 31 décembre 2008 à 3 139 millions de FCFA à fin 2009. Cette baisse est principalement imputable à l'évolution défavorable des commissions de courtage qui sont passées de 1 033 millions de FCFA au 31 décembre 2008 à 520 millions de FCFA à fin 2009, soit une régression d'environ 50 %.

De même, les charges d'exploitation ont connu une baisse de 19 %, à 1 489 millions de FCFA au 31 décembre 2009 contre 1 831 millions de FCFA à fin 2008.

S'agissant de la structure financière, elle se caractérise par le renforcement des fonds propres en progression de 28 % à 6 241 millions de FCFA contre 4 888 millions de FCFA en 2008. Cette consolidation des fonds propres de la société s'explique essentiellement par la croissance régulière du résultat au cours des précédents exercices.

Tableau 5 : Chiffres-clés de la situation financière de la BRVM (en millions de FCFA)

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Total bilan	2 295	2 534	3 420	4 722	6 774	7 686
Fonds propres	1 030	1 380	2 185	3 297	4 888	6 241
Produits	1 367	1 547	2 179	2 926	3 972	3 162
Charges	1 048	1 191	1 370	1 507	1 922	1 562
Résultat net	319	356	809	1 419	2 050	1 600

DC/BR

Le résultat net du DC/BR s'établit à 1 600 millions de FCFA au 31 décembre 2009 contre 2 050 millions de FCFA, à la fin de l'année 2008, soit une baisse de 44 %. Cette baisse du résultat est imputable d'une part, à la baisse de 23 % des produits

sur opérations sur titres et d'autre part, à la progression entre ces deux dates, des charges externes et charges d'exploitation de 19 %.

Quant au niveau des fonds propres, il a progressé de 14 % à 2 509 millions de FCFA au 31 décembre 2009, contre 2 200 millions de FCFA en 2008.

Tableau 6 : Chiffres-clés de la situation financière du DC / BR (en millions de FCFA)

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Total bilan	2 327	2 588	4 804	5 290	7 156	4 657
Fonds propres	1 146	1 197	1 367	1 573	2 200	2 509
Produits	441	464	550	629	910	784
Charges	362	413	379	423	409	502
Résultat net	79	51	171	206	501	282

2.2.2 Contrôle des intervenants commerciaux

Le contrôle des intervenants commerciaux du marché est prévu par les articles 23 à 26 de l'Annexe à la Convention portant création du Conseil Régional et les diverses Instructions prises à cet effet.

Au cours de l'année 2009, le Conseil Régional a procédé à deux (2) types de contrôle auprès des intervenants commerciaux. Il s'agit :

- des contrôles sur pièces, réalisés sur la base des différents états et informations transmis par ces intervenants au Conseil Régional. Ils permettent de suivre de façon permanente l'activité des structures concernées, notamment les moyens humains, matériels, financiers et organisationnels dont elles disposent pour l'exercice de leurs activités,
- des contrôles sur place qui font l'objet d'un planning annuel. Ils nécessitent le déplacement des inspecteurs dans les locaux de la structure contrôlée.

En 2009, le Conseil Régional a réalisé des missions de contrôle sur place auprès de 26 acteurs, contre 17 en 2008. Ces missions ont principalement concerné onze (11) Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI), trois (3) Sociétés de Gestion d'OPCVM (SGO), six (6) Fonds Communs de Placement (FCP), un (1) Apporteur d'Affaires (AA), trois (3) Banques Teneurs de Comptes / Conservateurs (BTCC) et les deux structures centrales (BRVM et DC/BR).

Contrôle des SGI

Contrôles sur pièces

- Délai de transmission des états et informations

Les vingt et une (21) SGI en activité ont transmis au Conseil Régional leurs états financiers provisoires arrêtés au 31 décembre 2009.

Cinq (5) SGI ont transmis lesdits états dans le délai réglementaire, soit un taux de 24 % contre 25 % l'exercice précédent.

L'exploitation de ces informations fait apparaître que certaines SGI ne respectent toujours pas les formats de présentation des états financiers de synthèse requis par les Règles Comptables Spécifiques.

- Règle des fonds propres minimaux

Sur la base des états financiers provisoires arrêtés au 31 décembre 2009, une SGI sur les 21 ayant transmis leurs situations financières ne dispose pas de fonds propres supérieurs au seuil minimum requis qui est de 150 millions de FCFA.

- Analyse de l'activité et de la situation financière

Cette analyse porte sur les données du bilan, les fonds propres ainsi que les indicateurs de gestion des 21 SGI.

- *Données du bilan*

Le total bilan des SGI s'établit à 86 369 millions de FCFA au 31 décembre 2009 contre 101 075 millions de FCFA au 31 décembre 2008, soit une baisse de 15 %.

Cette baisse est essentiellement induite par la régression des actifs de huit (8) SGI dont le total bilan a diminué de 14 % à 69 % en liaison avec la baisse de leurs activités au cours de l'exercice sous revue.

- *Fonds propres*

Sur les trois dernières années, les fonds propres des 21 SGI en activité ont progressé de 14 074 millions de FCFA à la fin de l'année 2007 à 17 146 millions de FCFA au 31 décembre 2009, ce qui représente un renforcement de 3 072 millions de FCFA, soit 21,83 %.

Au titre de l'exercice 2009, treize SGI ont connu un renforcement de leurs fonds propres de l'ordre de 2 % à 118 %.

Cependant la rentabilité des fonds propres¹ des 21 SGI est en baisse sur les trois années. En effet, elle ressort à 25,74 % à la fin de l'exercice 2009 contre 32,02 % au 31 décembre 2008 et 36,21 % au 31 décembre 2007.

¹ Résultat net/Fonds propres

○ *Indicateurs de gestion*

Globalement, les indicateurs de gestion des 21 SGI sont en régression par rapport à ceux de l'exercice précédent. En effet, le résultat d'exploitation passe de 7 040 millions de FCFA au 31 décembre 2008 à 6 004 millions de FCFA à la fin de l'exercice 2009, soit une variation à la baisse de 15 %.

Cependant, cinq SGI ont franchi la barre de 500 millions de FCFA de résultat d'exploitation. Leur performance cumulée représente 72,48 % du résultat d'exploitation consolidé et plus de 69,83 % du résultat net consolidé au 31 décembre 2009.

Sur la période sous revue, deux (02) SGI ont réalisé un résultat net déficitaire contre trois l'exercice précédent.

Contrôles sur place

Au cours de l'année 2009, le Conseil Régional a réalisé auprès des SGI, onze missions d'inspection programmées et deux contrôles inopinés, contre huit missions l'année précédente.

Il ressort globalement des conclusions des missions d'inspection que plusieurs améliorations sont encore nécessaires en matière de gestion administrative et de gouvernement d'entreprise, de contrôle interne, de système d'information et d'organisation comptable des SGI.

En ce qui concerne la réglementation, des mesures doivent être prises en vue du strict respect des dispositions en vigueur, notamment en matière de transmission d'informations au Conseil Régional, de détention de cartes professionnelles ainsi que de connaissance, de suivi et de gestion de la clientèle.

Contrôle des SGP

Contrôles sur pièces

En 2009, l'activité de gestion de patrimoine sur le marché financier de l'UMOA n'a concerné qu'une seule société, la seconde n'ayant été agréée qu'en décembre 2009.

La SGP n'a pas transmis ses états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2009. Rappelons que cette SGP avait un chiffre d'affaires nul sur les deux exercices 2007 et 2008. Elle ne respectait pas non plus la règle prudentielle relative aux fonds propres dont le seuil minimum est fixé à 40 millions de FCFA. En effet, au 31 décembre 2008, ses fonds propres étaient de 5,8 millions de FCFA, inférieurs de moitié au capital social. Cette situation constitue également un manquement aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Contrôles sur place

Le Conseil Régional n'a pas effectué en 2009 de mission de contrôle sur place auprès de la seule SGP en activité.

Contrôle des BTCC

Contrôles sur pièces

A la fin de l'exercice 2009, quatre banques ont été agréées, en qualité de BTCC sur le marché financier régional de l'UMOA.

Ces BTCC ont accusé des retards allant de 21 à 25 jours dans la transmission de la situation de leur portefeuille dédié à l'activité de conservation au 31 décembre 2009. Une banque déclare n'avoir pas conservé de titres ni d'espèces pour le compte de sa clientèle au cours de la période sous revue.

A la clôture de l'exercice, ces BTCC détenaient pour le compte de leurs clients un portefeuille d'une valeur de 176,95 milliards de FCFA contre 164,32 milliards de FCFA au 31 décembre 2008, soit un accroissement de 7,68 %.

Contrôles sur place

Le Conseil Régional a effectué trois (3) missions de contrôle sur place auprès des BTCC au cours de l'exercice 2009.

Il ressort de ces missions que plusieurs améliorations sont encore nécessaires en matière de gestion administrative et de gouvernement d'entreprise, de contrôle interne, de système d'information et d'organisation comptable.

En ce qui concerne la réglementation, les infractions commises par les BTCC sont globalement identiques à celles des SGI.

Contrôle des OPCVM et de leurs Sociétés de Gestion

Contrôles sur pièces

- Respect de la répartition et de l'emploi des actifs

De façon générale, les OPCVM ne respectent pas les règles de répartition et d'emploi de leurs actifs. En effet, l'exploitation des états trimestriels de l'année 2009 montre qu'aucun des OPCVM n'a respecté la règle de répartition suivant laquelle le portefeuille d'actifs doit être constitué à hauteur d'au moins 85 % de valeurs mobilières ayant fait l'objet d'une émission publique ou admises à la cote de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières.

- Analyse de l'activité et des résultats des OPCVM

Les actifs gérés par les OPCVM ont enregistré une régression de 20,8 %, passant de 39,23 milliards de FCFA au 31 décembre 2008 à 31,07 milliards de FCFA au 31 décembre 2009 en liaison avec la baisse des cours de titres sur le marché.

Par ailleurs, il ressort des contrôles sur pièces réalisés que les OPCVM et leurs Sociétés de Gestion ne respectent pas les formats de présentation des informations trimestrielles et annuelles prévus dans les Règles Comptables Spécifiques ainsi que leurs obligations de publication des actifs nets détenus. Hormis trois OPCVM, les autres ne procèdent pas à la publication de leurs valeurs liquidatives.

Contrôles sur place

Au 31 décembre 2009, des missions de contrôle ont été menées auprès de six (6) FCP gérés par deux sociétés de gestion.

Ces missions ont révélé des manquements relatifs à l'organisation administrative, aux activités exercées, aux règles de répartition des actifs et à la publication trimestrielle et annuelle d'informations.

Contrôle des Apporteurs d'Affaires en bourse (AA)

Un (1) des quatre (4) Apporteurs d'Affaires en activité a fait l'objet de contrôles sur place au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Cette mission a mis en évidence des manquements relatifs à l'exercice d'activités hors du cadre défini par la réglementation en vigueur ainsi que la collecte de fonds auprès des clients, ce qui est interdit.

2.2.3 Surveillance du marché

La surveillance des transactions boursières a été améliorée au cours de l'année 2009. Le contrôle en temps réel des transactions boursières a été assuré tout au long de l'année. La surveillance du marché a consisté en l'observation du déroulement des transactions, en l'examen des ordres de bourses exécutés sur les principales valeurs échangées ainsi qu'en l'analyse du comportement des titres ayant enregistré de fortes évolutions de leurs cours.

La surveillance différée a été particulièrement renforcée avec la compilation des ordres et des transactions boursières.

Cette compilation des données a permis d'analyser certaines transactions importantes de par leur volume et de mettre sous surveillance certaines valeurs.

Au cours de l'année 2009, les divers contrôles du Conseil Régional n'ont pas révélé d'anomalies susceptibles d'entraver le bon fonctionnement du marché ou de mettre en danger l'épargne publique.

2.2.4 Contrôle des avoirs-titres et espèces des clients

Les vingt cinq (25) structures agréées soumises à l'obligation de communiquer au Conseil Régional leurs situations trimestrielles des avoirs-titres et espèces, les ont régulièrement transmises au Conseil Régional au cours de l'année 2009. Toutefois, des retards de transmission ont été constatés.

Le montant global des avoirs-titres et espèces détenus par les structures agréées au 31 décembre 2009 s'élève à 1 742,28 milliards de FCFA, soit une baisse de 2,89 % par rapport à la situation au 31 décembre 2008 où il s'établissait à 1 794,19 milliards de FCFA.

- *Clients résidents de la zone UMOA*

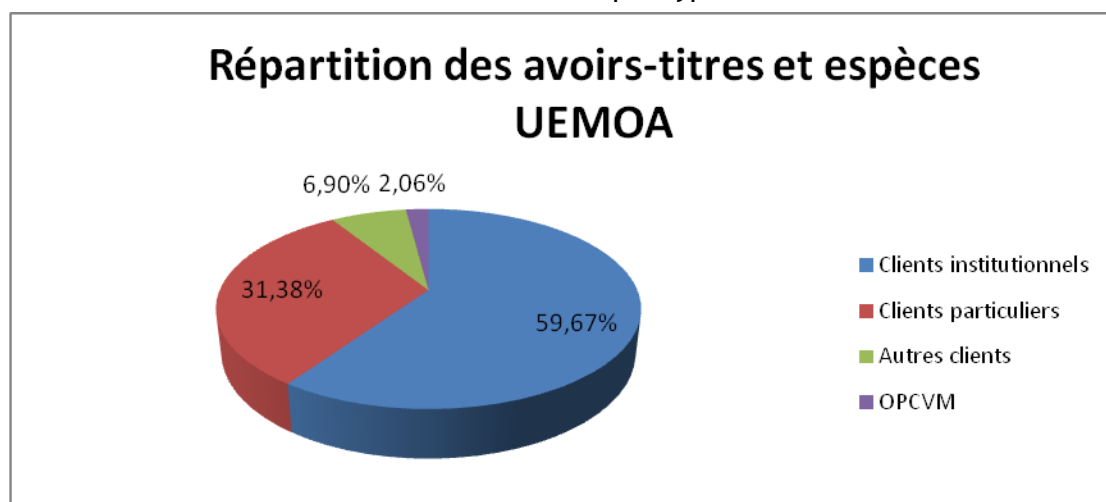
Au 31 décembre 2009, les avoirs-titres et espèces détenus par les conservateurs pour le compte des clients UMOA s'élèvent à 1 508,4 milliards de FCFA. Ils sont en baisse de 0,98 % par rapport à leur montant à fin 2008 où ils s'élevaient à 1 523,32 milliards de FCFA.

Les institutionnels résidents détiennent 900 milliards de FCFA de ces avoirs, soit 59,66 % du portefeuille total des avoirs-titres et espèces des résidents UEMOA.

Les clients individuels et les autres clients (acteurs agréés autres que les OPCVM) représentent, respectivement, 31,38 % et 6,90 % du portefeuille total des avoirs-titres et espèces des résidents UEMOA.

Les OPCVM sont les moins actifs avec un montant total des avoirs se chiffrant à 31,07 milliards de FCFA, soit 2,06 %. Le montant des avoirs des OPCVM a régressé de 20,80 % par rapport au 31 décembre 2008 où il se situait à 39,23 milliards de FCFA.

Graphique 1: Répartition des avoirs-titres et espèces des clients résidents de la zone UEMOA au 31 décembre 2009 par type d'investisseur



- *Clients hors UEMOA*

Au 31 décembre 2009, le total des avoirs-titres et espèces des clients hors UMOA s'élève à 233,88 milliards de FCFA contre 270,87 milliards de FCFA au 31 décembre 2008, soit une diminution de 13,65 %.

Les avoirs-titres et espèces des clients non résidents de l'UMOA représentent 7,02 % de la capitalisation boursière (3 331 milliards de FCFA) au 31 décembre 2009 contre 7,03 % de la capitalisation boursière (3 851,36 milliards de FCFA) à fin 2008.

La baisse de la valeur du portefeuille des investisseurs non résidents pourrait découler des conséquences indirectes de la crise financière internationale.

2.2.5 Traitement des plaintes et réalisation des enquêtes

- *Plainte*

Le CREPMF a poursuivi ses activités de traitement des plaintes des acteurs du marché financier régional. A la fin de l'exercice 2009, une seule plainte était en cours d'instruction.

- *Enquêtes*

Le Conseil Régional n'a réalisé aucune enquête au cours de l'exercice 2009.

2.2.6 Sanctions

Le Conseil Régional n'a prononcé aucune sanction contre des intervenants agréés au cours de l'année 2009.

2.3 Contrôle et suivi des émetteurs

Le suivi des émetteurs du marché financier est réglementé par les Instructions n° 28/2001 et 29/2001 et porte sur les principaux aspects ci-après :

- **Le respect des délais de publication des informations périodiques**

- *L'information semestrielle*

Au 31 décembre 2009, vingt trois (23) sociétés ont publié leurs informations financières du premier semestre 2009 sur les trente huit (38) inscrites au compartiment actions de la BRVM. Quinze (15) sociétés n'ont pas fourni les informations requises sur leur situation financière intermédiaire.

- *L'information annuelle*

Au 31 décembre 2009, sur les trente huit (38) sociétés cotées du compartiment actions, cinq (5) seulement ont transmis au Conseil Régional la totalité des documents annuels de l'exercice 2008 dont deux (2) avec retard. Ce taux de transmission s'établit à 19 % contre 65 % par rapport à l'exercice précédent.

Ainsi, trente trois (33) sociétés cotées n'ont pas transmis à la fin de l'année leurs informations annuelles au Conseil Régional.

Sur les douze (12) sociétés du compartiment obligataire, trois (3) ont communiqué des informations complètes. Neuf (9) sociétés, soit 75 % des sociétés inscrites à ce compartiment, n'ont pas transmis au Conseil Régional les informations requises avant la fin de l'année.

Tous ces émetteurs ont été invités au respect scrupuleux des dispositions réglementaires en vigueur.

- **L'information permanente**

- *L'information importante*

L'année 2009 a été caractérisée encore par une amélioration de la publication d'informations sur le marché secondaire. En effet, trente quatre (34) communiqués de presse contre trente deux (32) l'année précédente ont fait l'objet de publication au Bulletin Officiel de la Cote (BOC).

Onze (11) sont relatives à l'augmentation du capital des sociétés cotées, six (6) relatives au déroulement d'OPR d'un titre, trois (3) aux projets de fusion/absorption, trois (3) à l'admission de nouvelles actions à la cote, deux (2) aux

droits de souscription, d'attribution et de valeur théorique, deux (2) aux franchissement de seuil, une (1) au renforcement de partenariat, une (1) à un accord de partenariat, une (1) au décès du Président d'un Groupe, deux (2) au changement de dénomination, deux (2) à des distinctions reçues.

Les émetteurs du marché ont été sensibilisés lors d'une rencontre, à Abidjan, au mois de novembre 2009, à la nécessité d'une meilleure diffusion d'informations sur le marché afin d'améliorer son efficacité.

Les textes réglementaires en cours sur les formats de présentation des informations diffusées sur le marché et la qualité des informations attendues ainsi que le projet de base de données financières du marché devraient permettre en 2010, de corriger sensiblement les anomalies relevées en matière de diffusion d'informations.

2.4 Activités du marché

2.4.1 Marché primaire

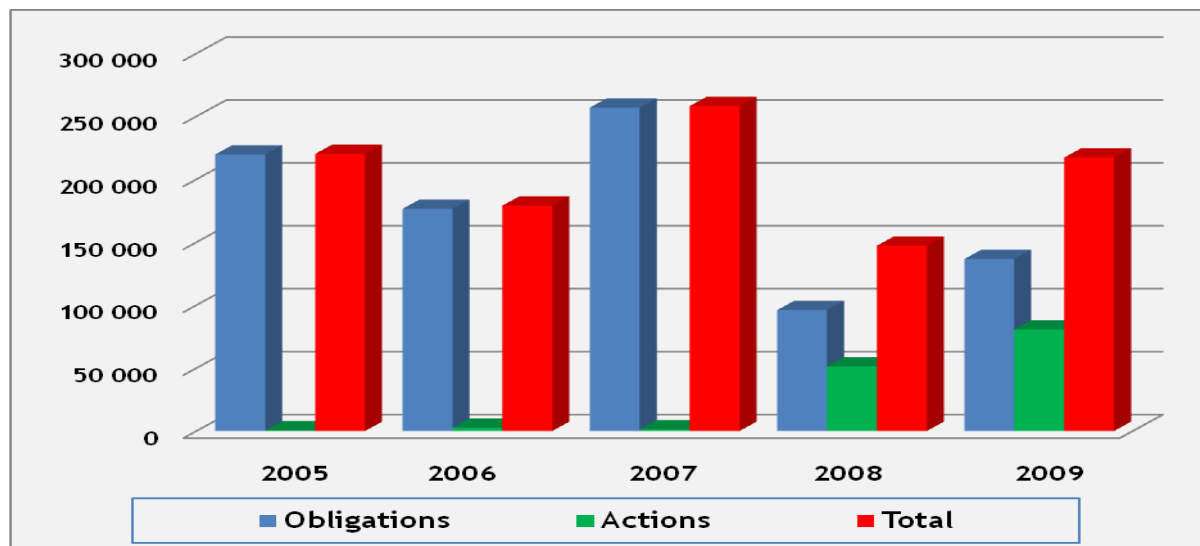
En 2009, un regain d'activités a été observé au niveau du marché primaire où de nombreuses opérations de levée de ressources ont été réalisées. Leur dénouement a permis de relever sensiblement le niveau des ressources mobilisées. Au total, le marché financier de l'UMOA a enregistré en 2009, 224,5 milliards de FCFA d'émissions de titres soit 53 % de hausse par rapport à 2008.

Le tableau et le graphique ci-dessous retracent les activités du marché primaire de 2005 à 2009.

Tableau 7: Emission sur le marché primaire (en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009	Total	%
Emprunts obligataires (a)	219 696	176 500	256 928	96 009	136 628	885 761	86,08%
Etats	131 131	120 500	161 070	61 416	107 328	581 445	56,51%
Organisations Régionales et Int.	25 000	46 000	22 528	22 793	6 000	122 321	11,89%
Secteur privé	19 800	10 000	63 130	1 800	23 300	118 030	11,47%
Entreprises publiques	43 765	0	10 200	10 000	0	63 965	6,22%
Opérations sur titres de capital (b)	433	2 562	1 197	51 190	87 850	143 227	13,92%
Offres Publiques de Vente		2 150	561	50 076	86 894	139 681	13,57%
Placements Etrangers	433	412	636	1 114	946	3 541	0,34%
Offres Publiques de Retrait	0	0	0	0	5	5	0,00%
Total mobilisé (a) + (b)	220 129	179 062	258 125	147 198	224 473	1 028 987	100,00 %

Graphique 2 : Evolution de la levée des ressources de 2005 à 2009 (en millions de FCFA)



Il ressort du tableau 5 que le montant cumulé des emprunts de 2005 à 2009 s'élève à 885,8 milliards de FCFA, soit 86 % des ressources totales levées sur la période alors que les émissions d'actions se chiffrent à 143,2 milliards de FCFA. En 2009, le montant levé sur le marché obligataire s'établit à 136,6 milliards FCFA dont 79 % par les Etats de l'Union alors que le marché des titres de capital enregistre un montant de 87,9 milliards de FCFA.

Ces chiffres confirment, une fois encore, la prépondérance des titres de créances notamment des emprunts des Etats sur le marché financier de l'UMOA par rapport aux titres de capital. Le marché demeure encore un marché d'endettement qui finance peu le secteur privé.

Le tableau et le graphique ci-après donnent le détail par catégorie de titres pour l'année 2009.

- Les opérations sur titres de capital

Tableau 8 : Opérations sur titres de capital de l'année 2009

Rubriques	Date d'autorisation	N ° Visa ou enregistrement	En millions de FCFA	
			Montant autorisé	Montant réalisé
OPERATIONS AUTORISEES EN 2008 ET REALISEES EN 2009				
ONATEL	29/11/2008	OA/08-02	28 560 à 30 600	29 068
Total (I)				29 068
OFFRES PUBLIQUES AUTORISEES ET REALISEES EN 2009				
CEDA	07/04/2009	OA/09-001	1 844	1 844
SAGECO	07/04/2009	OPR/09-001	14,4	5
BOA-NIGER	27/10/2009	OA/09-003	2 250	2 250
BOA-COTE D'IVOIRE	27/10/2009	OA/09-004	2 706	2 706
Augmentation du capital de ETI par conversion de prêt en actions de la SFI	27/10/2009	OA/09-005	45 000	44 100
Réduction suivie de l'augmentation de capital de SERVAIR Abidjan	16/11/2009	OA/09-006	1 364	1 364
Réduction suivie de l'augmentation de capital de SIVOM CI	16/11/2009	OA/09-007	4 657	4 657
Fusion par absorption de PH CI par PALM CI	16/11/2009	OA/09-007	905,14	905,14
Total (II)				57 831,14
Total Offre Publique (I+II)				86 899,14
SOCIETE GENERALE	27/08/2009	PEA/09-01	349	349
AIR LIQUIDE S.A	27/08/2009	PEA/09-02	84	84
AIR LIQUIDE S.A	27/10/2009	PEA/09-03	106	106
BNP PARIBAS	27/08/2009	PEA/09-04	219	219
BNP PARIBAS	27/10/2009	PEA/09-05	188	188
Total Placements étrangers (III)				946
TOTAL OPERATIONS AUTORISEES ET REALISEES EN 2009				87 850,14
OPERATIONS AUTORISEES EN 2009 ET EN COURS DE REALISATION				
ALCATEL LUCENT S.A	18/12/2009	PEA/09-06	84,9	En cours
Total				84,9
				En cours

- Les émissions obligataires

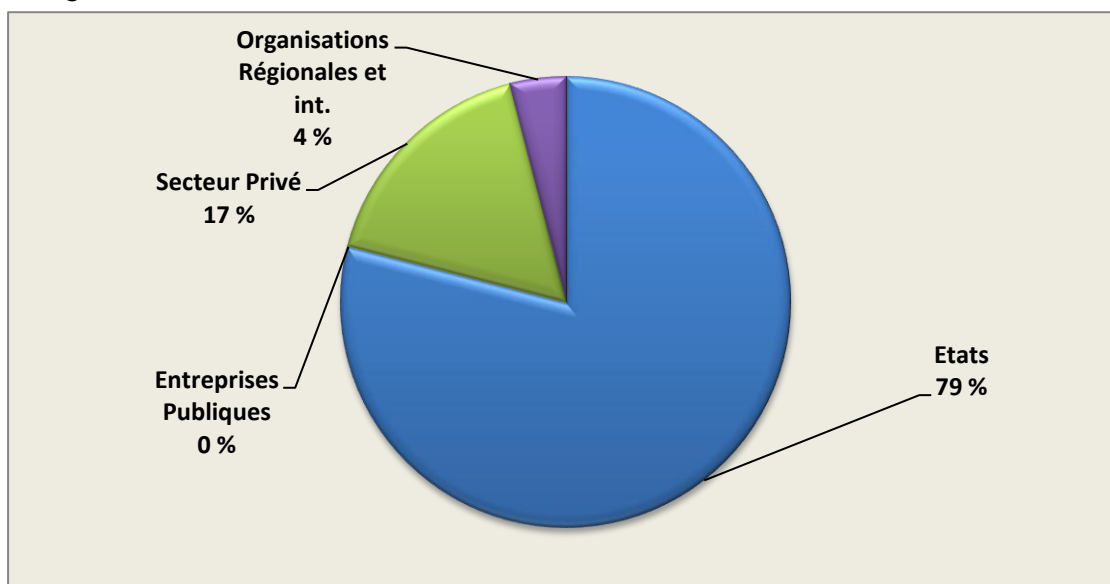
Tableau 9 : Emprunts obligataires de l'année 2009

Rubriques	Dates de décisions	Types de placement	Montant autorisé (en millions de FCFA)	Montant mobilisé (en millions de FCFA)
OPERATIONS AUTORISEES EN 2008 ET REALISEES EN 2009				
GESTOCI 6,75 % 2008-2013	27/09/2008	PP	5 000	3 300
Total (I)			5 000	3 300
OPERATIONS AUTORISEES EN 2009 ET REALISEES EN 2009				
BOA-BENIN 6,20 % 2009-2014	07/04/2009	APE	6 000	6 000
BOA-BURKINA FASO 6,20 % 2009-2014	07/04/2009	APE	3 000	3 000
BOA-COTE D'IVOIRE 6,20 % 2009-2014	07/04/2009	APE	3 000	3 000
BOA-MALI 6,50 % 2009-2014	07/04/2009	APE	3 000	3 000
BOA-NIGER 6,50 % 2009-2014	07/04/2009	APE	2 500	2 500
BOA-SENEGAL 6,50 % 2009-2014	07/04/2009	APE	2 500	2 500
TPCI 6,95 % 2009-2014	08/03/2009	APE	60 000	107 328
SHELTER AFRIQUE 2009-2014	27/06/2009	PP	6 000	6 000
Total (II)			86 000	133 328
TOTAL OPERATIONS REALISEES (I+II)			91 000	136 628
OPERATIONS AUTORISEES EN 2009 ET EN COURS DE REALISATION				
ALIOS FINANCE 7,15 % 2009-2014	18/12/2009	PP	5 000	En cours
UB PHAR 6,5 % 2009-2016	27/10/2009	PP	2 500	En cours
COLINA PARTICIPATIONS 6,75 % 2009-2016	27/10/2009	PP	5 000	En cours
PAD 7 % 2009-2014	18/12/2009	PP	10 000	En cours
PALM CI 7 % 2009-2016	18/12/2009	APE	15 000	En cours

APE = Appel Public à l'Epargne

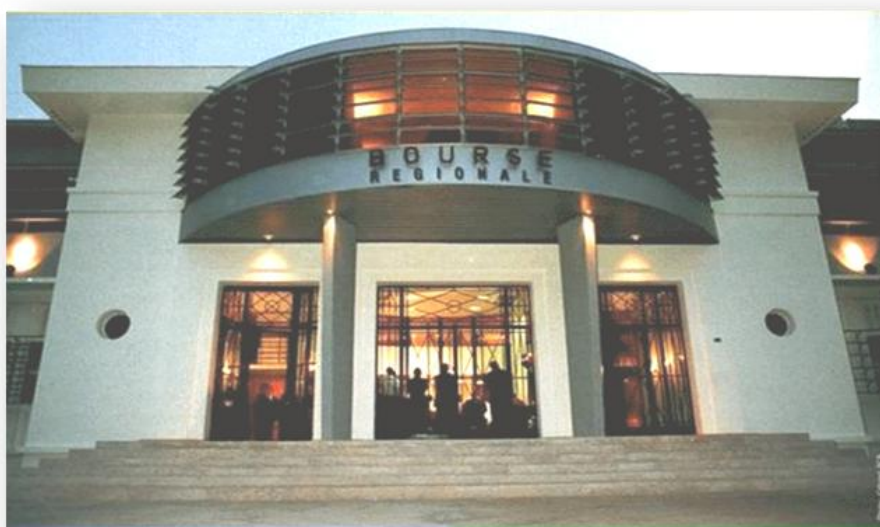
PP = Placement Privé

GRAPHIQUE 3 : Répartition par catégorie d'acteurs des levées de ressources sur le marché des obligations en 2009



Au total, sur vingt sept (27) opérations autorisées en 2009, vingt et une (21) ont été réalisées au cours de la même année, soit un taux d'exécution de 75 % contre 92 % en 2008.

2.4.2 Marché secondaire



Siège de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) à Abidjan en Côte d'Ivoire

▪ L'évolution de la BRVM en 2009

Au cours de l'année 2009, la cote de la BRVM s'est enrichie d'une nouvelle société. Il s'agit de l'admission sur le compartiment actions, le 30 avril 2009, de l'Office National des Télécommunications du Burkina Faso (ONATEL BF) suite à la privatisation de cette société.

Par ailleurs, la BRVM a admis les nouvelles actions issues de l'augmentation de capital social de cinq (5) sociétés déjà inscrites à la cote comme suit :

- le 15 mai 2009, 1 958 675 189 nouvelles actions ETI TG ;
- le 28 juillet 2009, 1 461 600 nouvelles actions SMB ;
- le 04 septembre 2009, 368 800 nouvelles actions CEDA ;
- le 14 décembre 2009, 342 857 nouvelles actions PALM CI ;
- le 29 décembre 2009, 100 000 nouvelles actions BOA-BENIN.

En ce qui concerne le marché obligataire, neuf (9) nouvelles lignes ont été enregistrées à la cote à savoir :

- le 27 mars 2009, l'emprunt obligataire « *SHELTER AFRIQUE 6 % 2008-2014* » émis par la Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique, pour un montant de 2,79 milliards de FCFA ;
- le 20 avril 2009, l'emprunt obligataire « *TPCI 6,25 % 2008-2011* » émis par l'Etat de Côte d'Ivoire, pour un montant de 61,21 milliards de FCFA ;
- le 05 octobre 2009, l'emprunt obligataire « *TPCI 6,95 % 2009-2014* » émis par l'Etat de Côte d'Ivoire, pour un montant de 107,33 milliards de FCFA ;
- le 1^{er} décembre 2009, l'emprunt obligataire « *BOA-BENIN 6,20 % 2009-2014* », pour un montant de 6 milliards de FCFA ;
- le 1^{er} décembre 2009, l'emprunt obligataire « *BOA-BURKINA FASO 6,20 % 2009-2014* », pour un montant de 3 milliards de FCFA ;
- le 1^{er} décembre 2009, l'emprunt obligataire « *BOA-COTE D'IVOIRE 6,20 % 2009-2014* », pour un montant de 3 milliards de FCFA ;
- le 1^{er} décembre 2009, l'emprunt obligataire « *BOA-MALI 6,50 % 2009-2014* », pour un montant de 3 milliards de FCFA ;
- le 1^{er} décembre 2009, l'emprunt obligataire « *BOA-NIGER 6,50 % 2009-2014* », pour un montant de 2,5 milliards de FCFA ;
- le 1^{er} décembre 2009, l'emprunt obligataire « *BOA-SENEGAL 6,50 % 2009-2014* », pour un montant de 2,5 milliards de FCFA.

Au total, le marché des obligations comptait, au 31 décembre 2009, 33 lignes obligataires cotées contre 29 au 31 décembre 2008.

▪ Les radiations

Au cours de l'année 2009, le compartiment actions a enregistré les radiations ci-après :

- le titre SAGECO à l'issue de la séance du 18 août 2009 suite à l'offre publique de retrait (OPR), réalisée conformément aux textes en vigueur.
- le titre PH CI à l'issue de la séance du 31 décembre 2009 suite à la fusion avec PALM CI.

Au titre du marché obligataire, cinq (5) emprunts obligataires arrivés à échéance ont été radiés de la cote.

▪ L'évolution des indicateurs de performance

- L'évolution des indices de la BRVM

La BRVM, à l'instar des marchés financiers internationaux, a enregistré au cours du premier semestre 2009, une tendance baissière de ses principaux indices. Cette situation s'est poursuivie au second semestre de l'année 2009 marquant ainsi un contraste avec celle observée sur les places financières émergentes et développées dont les indices ont été orientés à la hausse.

Dans le détail, ces performances se déclinent comme suit :

Au 30 juin 2009, l'indice "*BRVM 10*" ressort à 153,56 points contre 192,08 points en fin 2008, soit une baisse de 20,05 %. L'indice "*BRVM Composite*" quant à lui a enregistré durant la période sous revue, un repli de 19,17 % et s'affiche à 144,01 points, contre 178,17 points au 31 décembre 2008.

Hormis l'indice "*Autres secteurs*" resté stable sur la période, tous les indices sectoriels de la BRVM ont suivi la même tendance baissière, avec des variations négatives allant de 6,79 % à 23 %.

Au second semestre 2009, les activités sur le marché boursier régional ont alterné des tendances baissières et haussières contrairement à la tendance haussière des autres places financières. Ainsi, les indices "*BRVM 10*" et "*BRVM Composite*" sont ressortis à 143,6 points et 132,05 points au 31 décembre 2009, respectivement en repli de 6,48 % et 8,30 % par rapport à leur seuil du 30 juin de la même année. Sur les sept (7) indices sectoriels du marché des actions, quatre (4) se sont affichés en repli. Il s'agit notamment du "*BRVM Industrie*", du "*BRVM Finances*", du "*BRVM Agriculture*" et du "*BRVM Distribution*" avec respectivement 96,01 ; 53,30 ; 125,20 et 130,62 points. Deux (2) indices sectoriels se sont affichés en hausse. Il s'agit de "*BRVM Services Publics*" et "*BRVM Transport*" qui ont fini le semestre sous revue avec respectivement 352,09 et 236,31 points contre 319,18 et 227,74 points au 30 juin 2009. Le "*BRVM-Autres Secteurs*" n'a pas enregistré d'évolution comme pour le semestre précédent. Il est resté stable à 61,73 points sur toute l'année 2009.

Au total, les indicateurs de performance du marché boursier de l'UMOA ont connu une relative instabilité avec une tendance globalement baissière. En effet, au cours de l'année 2009, les deux indices de référence de la BRVM ont perdu près du

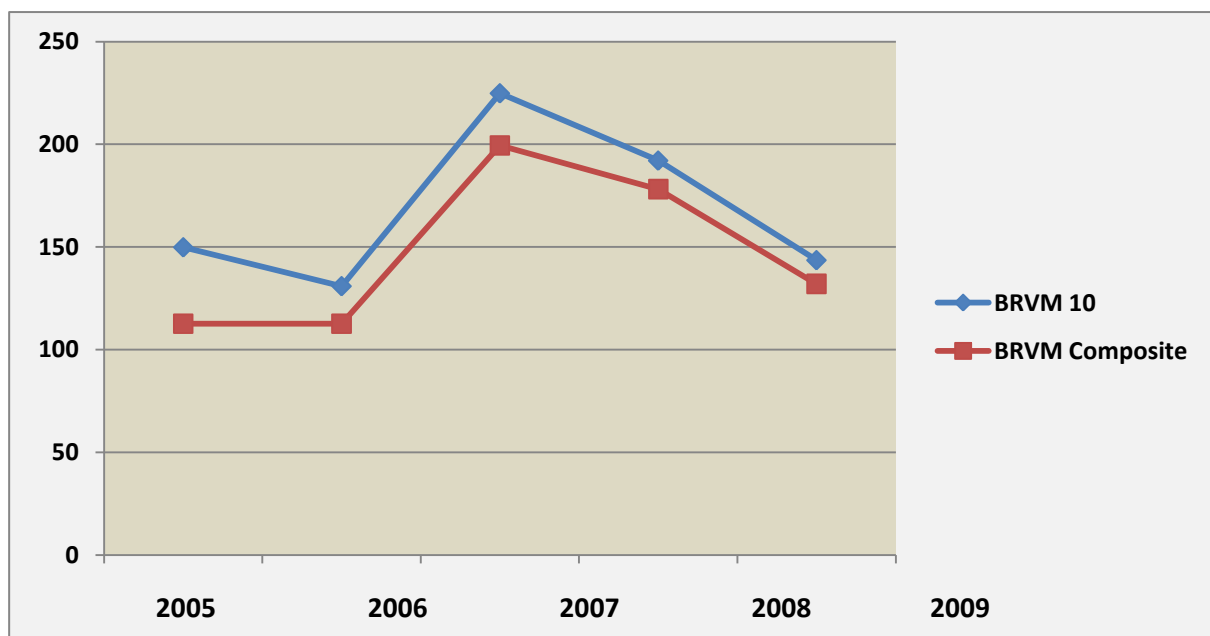
quart de leurs valeurs par rapport à l'année précédente. Le "BRVM 10" a régressé de 25,24 % de sa valeur à 143,6 points au 31 décembre 2009 contre 192,08 points au 31 décembre 2008.

Le BRVM composite s'établit au 31 décembre 2009 à 132,05 points, en baisse de 25,89 % par rapport à son niveau du 31 décembre 2008 qui se situe à 178,17 points.

Ainsi, après avoir gagné plus de 120,0 points entre 2005 et 2007, l'indice "BRVM 10" a perdu plus de 81,0 points au cours des deux derniers exercices. Quant au "BRVM Composite", il a évolué dans des proportions comparables, cédant 67,0 points par rapport au 31 décembre 2007.

Cette tendance baissière pourrait être expliquée par les effets indirects des turbulences financières et économiques internationales, en raison de la baisse des prix des matières premières agroindustrielles, du ralentissement économique, de la recherche de la liquidité par les investisseurs étrangers etc.

Graphique 4 : Evolution comparée des indices BRVM 10 et BRVM Composite de 2005 à 2009



- Les indices sectoriels

L'analyse des indices sectoriels permet d'évaluer les effets de la crise sur les différents secteurs d'activités. Ainsi, dans le sillage des effets indirects de la crise financière sur les Etats de l'Union, tous les secteurs d'activité ont enregistré au titre de l'année 2009, un repli de leurs indices. Les plus fortes baisses concernent les secteurs Finances (-43,56 %), Agricultures (-49,54 %) et Industries (-31,64 %).

La baisse de l'indice du secteur Finances qui représente les banques de l'Union présentes à la Bourse témoigne de la répercussion des effets indirects de la crise. En effet, bien que ne détenant pas d'actifs toxiques, les banques de l'union sont affectées par le ralentissement de la croissance économique et l'altération de la confiance dans le système financier de façon générale.

La baisse enregistrée dans le secteur agroindustriel reflète les anticipations des investisseurs sur la baisse des prix et par conséquent du chiffre d'affaire des entreprises de ce secteur tourné vers l'exportation.

Le tableau ci-après présente l'évolution des indices sectoriels de 2007 à 2009 :

Tableau 10 : Evolution des indices sectoriels entre 2007 et 2009

Secteurs	2007	2008	2009	Variation 2008/2009
Secteur Industrie	140,7	140,44	96,01	-31,64 %
Secteur Service public	507,04	387,90	352,09	-9,23 %
Secteur Finances	97,36	94,43	53,30	-43,56 %
Secteur Transport	248,92	295,79	236,31	-20,11 %
Secteur Agriculture	236,54	248,14	125,20	-49,54 %
Secteur Distribution	121,25	149,13	130,62	-12,41 %
Autres Secteurs	84,57	61,73	61,73	0,00 %

▪ La capitalisation boursière

Après quatre années de croissance (2004-2007), la capitalisation boursière globale (actions et obligations) s'est affichée en baisse ces deux dernières années à l'image des marchés financiers internationaux. Cependant, force est de constater que le repli du marché financier de l'UMOA reste moins prononcé que celui des marchés développés dans leur ensemble.

La capitalisation boursière globale s'était inscrite en baisse de 10,5 % en glissement annuel en s'établissant à 3 851,37 milliards de FCFA au 31 décembre 2008 contre 4 303,1 milliards en 2007, Au 31 décembre 2009, elle régresse de 13,5 % par rapport à 2008, à 3 331 milliards de FCFA.

Les tableaux et le graphique ci-après, résument l'évolution de la capitalisation boursière de la BRVM au cours de la période 2007 - 2009 :

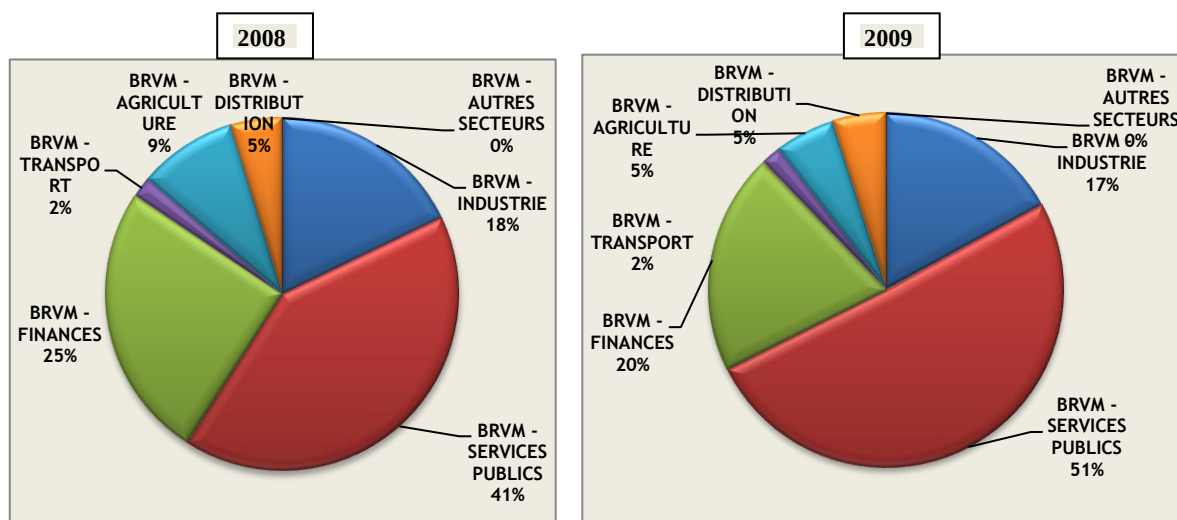
Tableau 11 : BRVM - Evolution des capitalisations boursières par compartiment de 2007 à 2009, (en milliards de FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	Variation 2008/2009
Compartiment « obligations »	578	515	523	1,6 %
Compartiment «actions »	3 726	3 337	2 808	-15,8 %
Total	4 304	3 852	3 331	-13,5 %

Tableau 12 : BRVM - Evolution des capitalisations boursières sectorielles de 2007 à 2009, (en milliards de FCFA)

Secteurs	2007	2008	2009	Variation 2008/2009
Industrie	599	596	478	-19,8 %
Service public	1 797	1 374	1 420	3,3 %
Finances	860	842	566	-32,8 %
Transport	54	64	53	-17,4 %
Agriculture	288	302	153	-49,55 %
Distribution	127	156	136	-12,41 %
Autres Secteurs	921	672	672	0,00 %
Total	3 726	3 331	2 807	-15,86 %

Graphique 5 : Evolution de la capitalisation boursière par secteur d'activités en 2008 et 2009



▪ Le volume et les valeurs des transactions

Le volume des transactions de la BRVM sur le marché des titres (actions et obligations) est passé de 10,81 millions en 2007 à 31,73 millions de titres au 31 décembre 2009, après avoir atteint 42,85 millions de titres à fin 2008. Le volume de transactions de 2009 représente 25,95 % de moins que celui observé en 2008. Toutefois, les volumes des transactions en 2008 et 2009 atteignent respectivement 3,87 et 2,86 fois le niveau de 2007. Cette hausse s'explique, d'une part, par le fractionnement des titres du Groupe Ecobank Transnational Incorporated (ETI) qui avait représenté 86,50 % du total des titres échangés en 2008, et d'autre part, par l'augmentation du capital de ETI avec l'admission à la cote, le 15 mai 2009, des 1 958 675 189 nouvelles actions émises.

En liaison avec la situation décrite précédemment, la valeur globale des transactions est ressortie à 111,7 milliards de FCFA au 31 décembre 2009, en recul de 51,6 % par rapport à 2008.

Au total, les principaux indicateurs du marché financier régional ont poursuivi au cours de l'exercice 2009 leur tendance baissière amorcée en 2008, en raison des répercussions des effets de la crise financière internationale sur les pays de l'Union.

Tableau 13 : BRVM - Evolution des valeurs et des volumes échangés (2007-2009)

Rubriques	2007	2008	2009	Variation 2008/2009
Volume échangé (en millions de titres)	11,06	42,85	31,73	-25,95 %
Valeur des échanges (en milliards de FCFA)	87,48	231,00	111,28	-51,83 %
Nombre moyen de titres échangés par séance	10 010	170 881	273 500	60,05 %
Nombre de valeurs cotées	104	106	108	1,89 %

2.5 Activités du Projet de Développement du Marché Financier Régional (PDMFR)

2.5.1 Contexte

Dans le cadre du Projet de Développement du Marché Financier Régional (PDMFR), plusieurs activités ont été mises en œuvre au cours de l'année 2009, en vue de l'approfondissement et du développement du marché financier régional. Le PDMFR, qui a démarré ses activités le 29 juillet 2005, comporte un volet « Assistance Technique et Appui Institutionnel ». Ce volet est financé sous forme de dons par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) et l'Agence Française de Développement (AFD).

2.5.2 Etat d'exécution des principales sous-composantes du volet « Assistance Technique et Appui Institutionnel »

Le PDMFR comprend quatre (04) sous-composantes à savoir :

- la dynamisation du marché financier ;
- le renforcement des capacités du Conseil Régional et des acteurs du marché ;
- l'appui à la politique d'intégration régionale ;
- le développement des activités du marché secondaire.

Le volet « Assistance Technique et Appui Institutionnel » a connu, au cours de l'année 2008, une restructuration qui a conduit à la mise en veilleuse de certaines activités. Cette mise en veilleuse s'est poursuivie en 2009, en attendant la réalisation de l'étude d'impact du projet demandée par les bailleurs de fonds.

Cette étude a été lancée en novembre 2009 et ses conclusions sont attendues au début du second trimestre 2010.

2.5.2.1 Dynamisation et accroissement de l'efficacité du marché financier

Ce volet comprend des actions de développement du marché et des études spécifiques devant permettre son approfondissement.

- **Promotion du marché et diffusion de la culture boursière**

Au titre de la promotion du marché et de la diffusion de la culture boursière, le CREPMF a organisé en 2009, deux événements importants, à savoir « *la rencontre de sensibilisation sur l'information financière* » et « *les Journées du Marché Financier de l'UMOA* ». Ceux-ci se sont respectivement déroulés à Abidjan et à Dakar aux mois de novembre et décembre 2009.

La première rencontre a rassemblé les Commissaires aux Comptes et les responsables de l'information financière des émetteurs et structures agréées du marché financier de l'UMOA sur la diffusion d'informations. Elle a permis de souligner l'importance et le rôle de l'information sur les marchés financiers. Au cours de cette rencontre, les dispositions réglementaires régissant la diffusion d'informations sur le marché financier de l'UMOA ont été examinées ainsi que la situation actuelle de la diffusion d'informations et les évolutions envisagées.

Organisée sous forme de Journées portes-ouvertes, de conférences et de diverses séances de formations, le second événement a été l'occasion d'aborder, entre autres questions, la régulation de l'innovation financière induite par l'apparition de produits structurés sur les marchés financiers.

- **Diversification et adaptation des produits du marché**

Les principales actions inscrites à ce volet concernent les travaux relatifs à la mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation au sein de l'UEMOA, la détermination de son architecture ainsi que la détermination du potentiel du marché hypothécaire de l'UEMOA.

L'étude relative au cadre juridique du marché hypothécaire et de la titrisation a été réalisée en 2008. Les différents textes validés par les membres du Conseil Régional sont en instance d'adoption par le Conseil des Ministres de l'UEMOA.

Les études relatives à la détermination de l'architecture du marché hypothécaire de l'UEMOA et au potentiel du marché hypothécaire de l'UEMOA ont été réalisées au cours de l'année sous revue ont fait l'objet d'un séminaire de validation en juillet 2009.

- **Réforme des garanties et notation**

Une étude visant à assouplir les garanties actuellement exigées sur le marché financier de l'UMOA pour la levée de ressources et déterminer les conditions d'introduction d'un système de notation au sein de l'Union a été réalisée au cours de l'année 2008. Ses conclusions ont été validées, le 8 juillet 2008, lors d'un séminaire regroupant les acteurs du marché à Lomé, et approuvées par le Conseil Régional lors de sa session de septembre 2008. Cette réforme est effective avec la mise en vigueur de l'Instruction n° 36/2009 au mois de novembre 2009.

- **Etude sur la tarification du marché financier régional**

Cette étude a pour objectif d'assurer la compétitivité du marché financier de l'UMOA par rapport aux sources alternatives de financement des Etats et du secteur privé. Elle a été lancée en novembre 2009 et ses conclusions sont attendues en 2010.

- **Revue générale des textes du marché**

Le rapport de relecture des textes a été approuvé par le Conseil Régional en sa session extraordinaire du 26 janvier 2008. L'examen de l'Annexe a été finalisé lors de la formation des membres en mai 2008. Une consultation de place sur le Règlement Général a été organisée du 02 juin au 10 juillet 2008. Le rapport final provisoire intégrant les conclusions de la consultation de place a été approuvé par le Conseil Régional en mai 2009. Le processus d'adoption par les Autorités de l'Union est en cours.

2.5.2.2 Formation du Conseil Régional et des acteurs du marché

Cette action regroupe les formations dispensées à l'intention des membres du Conseil Régional et du personnel du Secrétariat Général ainsi que des acteurs du marché.

Le Conseil Régional a organisé, en décembre 2009, une session de formation pour ses nouveaux membres sur le thème : « *la réglementation des marchés financiers : évolution internationale et cas spécifique du marché financier de l'UMOA* ». Cette formation a été animée par M. Xavier TESSIER, Directeur pour les Affaires Internationales de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) de France qui a partagé avec les membres du Conseil l'expérience de l'AMF en matière de régulation.

2.5.2.3 Appui à la politique d'intégration régionale

Cette sous-composante est prise en charge par la Commission de l'UEMOA et la BCEAO. L'une des actions prévues au titre de cette sous-composante est la réalisation, par la Commission de l'UEMOA, d'une étude relative à l'harmonisation de la fiscalité des valeurs mobilières au sein de l'Union, l'incitation des Etats à la réalisation des programmes de privatisation par le canal du marché ainsi que la formation, par la BCEAO, du personnel des institutions publiques (Trésors Publics, Comités de privatisation, Responsables des Ministères des Finances, etc.) aux émissions de titres.

S'agissant spécifiquement de l'harmonisation de la fiscalité des valeurs mobilières au sein de l'Union, après l'étude réalisée à cet effet, une Directive communautaire a été élaborée et sera soumise à l'adoption du Conseil des Ministres de l'UMOA en 2010.

2.5.2.4 Développement des activités du marché secondaire

Cette sous-composante regroupe les actions visant à améliorer la diffusion des informations boursières et à organiser des campagnes de sensibilisation du public sur les activités de la BRVM. Elle comprend également des actions de formation du personnel de la BRVM et du DC/BR, ainsi qu'une évaluation institutionnelle périodique des structures centrales du marché. Au cours de l'année 2009, diverses actions ont été réalisées notamment l'organisation des 10 ans de la Bourse, la formation du personnel de la BRVM ainsi que le démarrage de l'étude relative à l'implication des femmes sur le Marché Financier Régional.

2.6 Relations internationales et partenariats

Depuis sa création, le Conseil Régional a inscrit son action dans une perspective internationale. C'est ainsi qu'il participe activement aux différents travaux menés à l'échelle internationale, en matière de régulation des marchés financiers notamment au sein de l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs (OICV) et de l'Institut Francophone de la Régulation Financière (IFREFI).

Au plan régional, le Conseil Régional travaille en étroite collaboration avec les autres Organes et Institutions de l'Union, notamment la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et la Commission de l'UEMOA sur les questions et sujets touchant le système financier de l'Union et ayant fait l'objet d'orientations spécifiques de la Conférence des Chefs d'Etat ou du Conseil des Ministres.

Au titre de la coopération avec les autres régulateurs, il est envisagé la création, en 2010, d'un Comité de Stabilité Financière regroupant les autorités de régulation et de supervision du système financier (CIMA, CIPRES, BCEAO, Commission Bancaire de l'UMOA, CREPMF).

2.6.1 Participation aux rencontres internationales

- Rencontre annuelle de l'IFREFI

Le Conseil Régional a organisé la 9^{ème} réunion annuelle de l'IFREFI, à Cotonou (BENIN), du 18 au 20 mai 2009.

- Rencontre annuelle de la Securities Exchange Commission (SEC)

Le Conseil a participé à la rencontre annuelle de la Securities and Exchange Commission (SEC) des Etats-Unis sur le développement des marchés financiers africains, du 14 au 18 septembre 2009 à Accra (Ghana).

2.6.2 Participation aux rencontres sous-régionales

- Réunion de la Sous-commission « Financement de l'Economie »

Le Conseil Régional a participé à la réunion des Institutions Communautaires de l'UEMOA sur le financement de l'économie à Dakar, du 11 au 12 mai 2009.

- Réunions extraordinaires du Conseil des Ministres

Le CREPMF a participé aux réunions extraordinaires du Conseil des Ministres de l'UEMOA tenues à Abidjan (Côte d'Ivoire) les 27 juillet et 20 novembre 2009 consacrées à l'apurement des arriérés de la dette intérieure.

- Réunion du Comité Régional de suivi du PESF

Le Conseil Régional a participé à la réunion du Comité Régional de suivi du plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations du Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF), le 10 septembre 2009 à Dakar (Sénégal).

- Réunion conjointe Commission de l'UEMOA/CNPE

Tenue du 9 au 10 septembre 2009 à Bamako (Mali), la réunion conjointe Commission de l'UEMOA/Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) sur la surveillance multilatérale a enregistré la participation du CREPMF qui a animé un thème sur les marchés financiers.

- Secrétariat Conjoint des Organes et Institutions Communautaires de l'UEMOA

Le Conseil Régional a pris part aux réunions du Secrétariat Conjoint des Organes et Institutions Communautaires de l'UEMOA consacrées à la préparation de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Ces réunions se sont tenues aux mois de novembre à Dakar (Sénégal) et de décembre 2009 à Ouagadougou (Burkina Faso).

- Comité de Stabilité Financière (CSF) dans la zone UEMOA

Le 3 décembre 2009 à Dakar (Sénégal), le Conseil a participé à la réunion des Organes de supervision du secteur financier (BCEAO, CIMA, CIPRES, CREPMF) consacrée aux réflexions pour la mise en place d'un Comité de Stabilité Financière (CSF) dans l'UMOA.

3 SITUATION FINANCIERE DU CONSEIL REGIONAL

Le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers a élaboré ses états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009, suivant les règles de tenue de la comptabilité arrêtées par le Règlement Financier du CREPMF et par le Système Comptable OHADA.

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil des Ministres de l'UMOA à Dakar, le 21 juin 2010, conformément à l'article 47 du Règlement Financier.

3.1 Comptes de bilan

L'évolution de la situation patrimoniale du CREPMF sur la période 2008-2009 est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau 14 : Bilan en grandes masses (en milliers de FCFA)

Libellés	Exercice 2009	Exercice 2008	Variations
ACTIF	1 283 341	1 481 519	-13,4 %
Actif immobilisé	519 342	557 065	-6,8 %
dont immobilisations corporelles	465 708	512 967	-9,2 %
Actif circulant	278 421	770 388	-63,9 %
dont créances et emplois assimilés	263 899	752 581	-64,9 %
Trésorerie actif	485 578	154 066	215,2 %
Ecart de conversion actif			
PASSIF	1 283 341	1 481 519	-13,4 %
Capital			
Réserves			
Report à nouveau	1 019 420	537 828	89,5 %
Résultat net	-254 203	481 592	-152,8 %
Autres capitaux propres	215 237	264 071	-18,5 %
Capitaux propres	980 454	1 283 491	-23,6 %
Dettes financières			
Ressources stables	980 454	1 283 491	-49,63 %
Passif circulant	302 887	198 028	53,0 %
Trésorerie passif			
Ecart de conversion passif			

Le total du bilan passe de 1 481,5 millions de FCFA au 31 décembre 2008 à 1 283,3 millions de FCFA au 31 décembre 2009, soit une baisse de 198,7 millions de FCFA, correspondant à un taux de 13,4 %.

Au niveau de l'actif, cette baisse s'analyse comme ci-après :

- une diminution de l'actif immobilisé de 37,7 millions de FCFA, soit une régression de 6,8 % provenant essentiellement de la variation des immobilisations financières ;

- une diminution de l'actif circulant de 491,9 millions de FCFA, soit 63,9 % résultant essentiellement de la baisse des créances clients ;
- une augmentation de 215,2 % des ressources de trésorerie qui passent de 154,1 millions de FCFA, au 31 décembre 2008, à 485,5 millions de FCFA, au 31 décembre 2009.

Au niveau du passif, la baisse provient essentiellement de la diminution des ressources stables de plus de 303 millions de FCFA, du fait du résultat net déficitaire de l'exercice qui s'élève à 254, 2 millions de FCFA, contre un résultat bénéficiaire de 481,6 millions de FCFA à la fin de l'exercice précédent.

3.2 Compte de résultats

L'évolution du compte de résultat du Conseil Régional de 2008 à 2009 est la suivante :

Tableau 15 : Comptes de résultats en grandes masses (en milliers de FCFA)

Libellés	Exercice 2009	Exercice 2008	Variations
Travaux, Services vendus	425 867	879 795	-51,6 %
Autres achats	52 679	37 859	39,1 %
Variations de stocks (+ ou -)	3 285	-8 269	-139,7 %
Transports	113 601	118 404	-4,1 %
Services extérieurs	505 340	441 709	14,4 %
Autres charges	77 445	69 995	10,6 %
Subventions d'exploitation	606 572	648 443	-6,5 %
Autres produits	19 961	29 166	-31,6 %
Valeur ajoutée	300 050	897 706	-66,6 %
Charges de personnel	510 919	392 155	30,3 %
Excédent brut d'exploitation	-210 869	505 551	-141,7 %
Dotations aux amortissements et aux provisions	92 501	79 085	17,0 %
Résultat d'exploitation (+ ou -)	-303 370	426 466	-171,1%
Résultat financier (+ ou -)	333	86	287,2 %
Résultat des activités ordinaires (+ ou -)	303 037	426 552	-171,0 %
Résultat Hors Activités Ordinaires (HAO) (+ ou -)	48 834	55 040	-11,3 %
RESULTAT NET (+ ou -)	-254 203	481 592	-152,8 %

Le résultat net de l'exercice a diminué de 152,8 %, soit 735,8 millions de FCFA et s'explique essentiellement par la baisse du résultat d'exploitation de 730 millions de FCFA, soit un taux de 171,1 %.

Cette baisse résulte d'une augmentation des charges de 223,5 millions de FCFA en liaison essentiellement avec le renforcement des effectifs du Secrétariat Général, accompagnée d'une régression plus importante des produits d'exploitation pour un montant de 505 millions de FCFA.

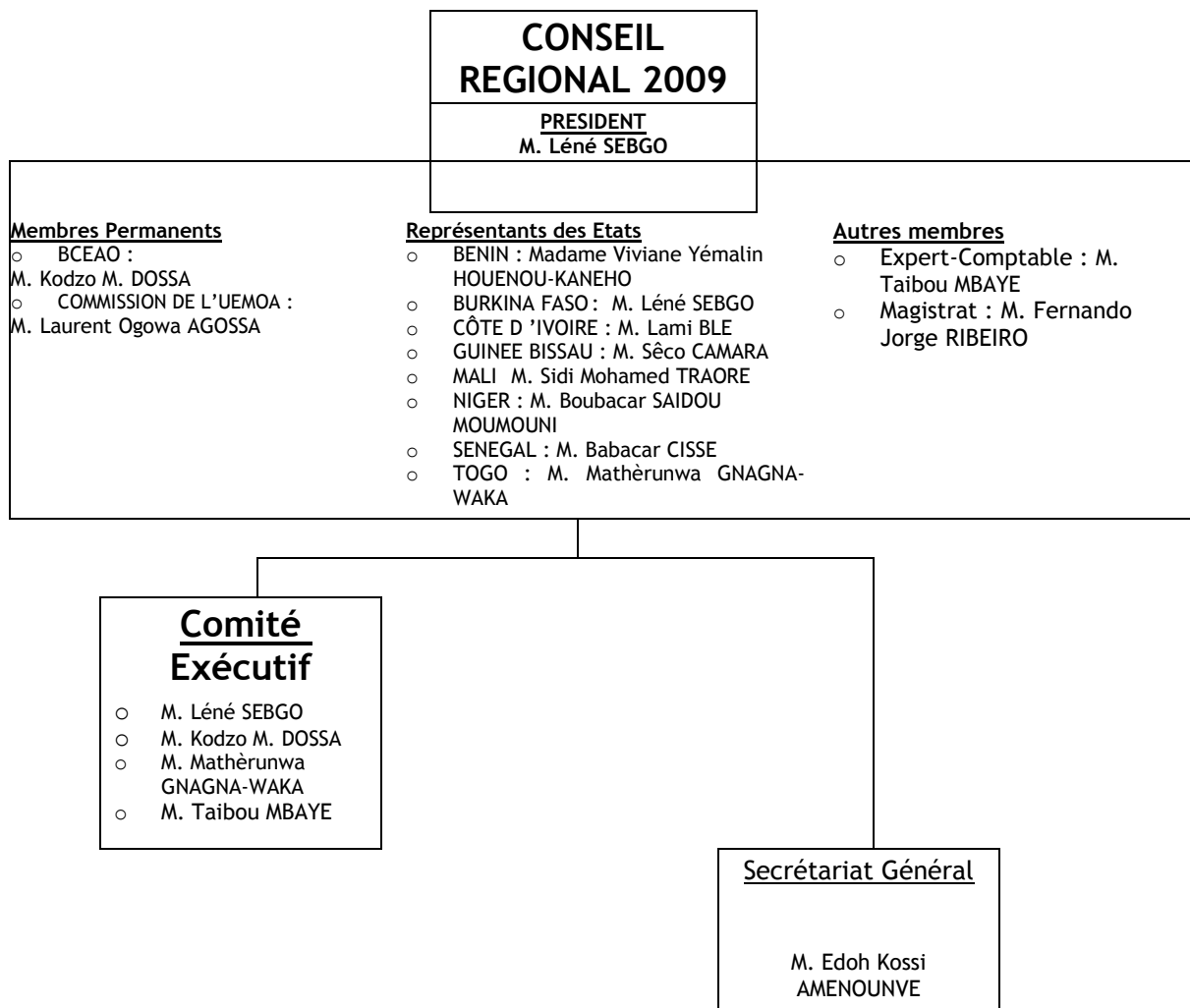
3.3 Contrôle par la Cour des Comptes

En application des dispositions de l'article 17 de l'Annexe portant composition, organisation, fonctionnement et attributions du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers, la Cour des Comptes de l'UEMOA a procédé au contrôle des comptes du CREPMF pour l'exercice 2009, du 08 au 19 mars 2010.

A l'issue de ses vérifications, et après avoir formulé certaines recommandations dans son rapport de contrôle, la Cour des Comptes a certifié, sans réserve, la fiabilité, la régularité et la sincérité des états financiers du CREPMF clos le 31 décembre 2009 qui reflètent une image fidèle de la situation financière et du patrimoine de l'Organe.

ANNEXES

Annexe 1 Organisation du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers



Annexe 2 Situation financière des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation au 31 décembre 2009

N°	SOCIETE	TOTAL BILAN			CAPITAL			FONDS PROPRES			PRODUITS D'EXPLOITATION			CHARGES D'EXPLOITATION			RESULTAT D'EXPLOITATION			RESULTAT NET		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
1	ACTIBOURSE	2 229	3 364	8 382	300	350	350	696	961	1 096	862	776	943	441	444	647	421	332	296	262	17	120
2	AFRICABOURSE	315	1 406	921	160	160	160	144	172	174	165	194	173	116	119	151	49	76	21	49	19	1
3	AFRICAIN DE BOURSE	890	997	1 205	300	300	300	790	879	1 114	250	283	386	117	120	108	133	163	278	101	118	234
4	ATLANTIQUE FINANCE	1 767	2 637	3 894	210	210	210	545	839	1 269	871	1 233	1 546	452	903	921	419	330	624	268	249	443
5	BIAO-FINANCE & ASSOCIES	2 160	2 775	4 872	200	200	200	273	412	399	259	255	360	15	240	327	244	15	33	114	21	17
6	BIBE FINANCE & SECURITIES	1 138	2 153	1 723	350	350	350	560	622	673	308	344	313	159	189	192	149	155	121	99	99	104
7	BICI BOURSE	4 147	6 718	4 431	700	700	700	844	1 782	1 483	1 613	2 552	1 714	750	1 369	910	863	1 182	804	629	826	543
8	BLACKPEARL FINANCE	3 766	2 501	3 630	533	533	533	2 024	1 432	822	1 438	554	938	840	928	1 233	597	-374	-296	582	582	83
9	BNI FINANCES	1 148	1 532	1 288	200	200	200	460	891	850	863	658	344	390	396	407	473	262	-62	258	195	-42
10	CGF BOURSE	4 922	4 406	6 397	150	750	750	1 065	937	992	1 066	1 090	866	738	861	636	328	229	230	246	92	110
11	CITICORP SECURITIES WEST AFRICA	834	756	1 762	200	200	200	668	642	1 399	349	10	1 039	20	34	41	329	-24	999	240	-20	755
12	EIC BOURSE	2 188	44 698	13 981	300	300	300	1 077	1 189	941	1 130	1 424	840	404	591	563	726	833	278	530	602	249
13	HUDSON&CIE	1 388	1 563	943	290	500	500	493	551	560	712	799	553	519	712	550	193	87	2	193	33	9
14	IMPAXIS SECURITIES	229	1 365	1 071	170	170	170	169	193	251	49	57	81	34	32	23	15	25	58	14	17	57
15	SBIF	1 578	4 105	10 217	225	225	225	549	826	463	645	1 393	736	518	655	638	127	738	98	193	529	20
16	SGI-BENIN	1 727	3 804	5 375	500	500	500	743	971	1 264	454	812	1 055	176	282	324	279	530	731	169	379	517
17	SGI-MALI	2 016	2 562	3 305	388	388	388	681	853	1 047	330	419	446	162	131	167	168	288	279	110	193	214
18	SGI NIGER	295	713	1 041	117	200	200	127	108	102	34	51	63	129	75	92	-95	-24	-30	-74	-21	-12
19	SGI PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT		487	534		150	150		265	286		826	842		788	761		38	81		6	51
20	SGI TOGO	3 852	8 633	7 437	420	420	420	812	816	891	834	997	697	460	529	433	374	468	264	200	248	138
21	SOGEBOURSE	3 558	3 900	3 960	150	150	150	1 354	1 752	1 359	1 629	2 207	1 509	498	495	316	1 131	1 712	1 194	913	1 290	876
	Total	40 147	101 075	86 369	5 863	6 956	6 956	14 073	17 093	17 432	13 861	16 934	15 444	6 938	9 894	9 439	6 923	7 040	6 004	5 097	5 473	4 487

Annexe 3 Missions d'inspection réalisées en 2009

Structures Centrales

Société	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
BRVM	Côte d'Ivoire	30-nov.- 09	04-déc-09	Global
DC/BR	Côte d'Ivoire	14-déc-2009	18-déc-09	Global

Sociétés de Gestion et d'Intermédiation

N°	Société	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
1	SGI EIC	Côte d'Ivoire	09-févr-09	13-févr-09	Ciblé
2	SGI BMCE CAPITAL	Sénégal	16-mars-09	20-mars-09	Ciblé
3	SGI CSWA	Côte d'Ivoire	20-avr-09	20-avr-09	Ciblé
4	ACTIBOURSE-CI	Côte d'Ivoire	22-avr-09	22-avr-09	Inopiné
5	SGI AFRICABOURSE	Bénin	04-mai-09	08-mai-09	Ciblé
6	SGI BENIN	Bénin	11-mai-09	15-mai-09	Ciblé
7	AFRICABOURSE-TG	Togo	22-avr-09	22-avr-09	Inopiné
8	SGI MALI	Mali	08-juin-09	12-juin-09	Ciblé
9	SGI NIGER	Niger	29-juin-09	03-juil-09	Ciblé
10	BICI BOURSE	Côte d'Ivoire	27-juil-09	31-juil-09	Ciblé
11	BIAO FINANCE & ASSOCIES	Côte d'Ivoire	02-nov-09	06-nov-09	Ciblé
12	AFRICAIN DE BOURSE	Côte d'Ivoire	09-nov-09	13-nov-09	Ciblé
13	SOGEBOURSE	Côte d'Ivoire	16-nov-09	20-nov-09	Ciblé

Banques Teneurs de Comptes Compensateurs (BTCC)

N°	Société/Acteur	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
1	SGBCI	Côte d'Ivoire	02-mars-09	06-mars-09	Global
2	BOA	Côte d'Ivoire	12-oct-09	16-oct-09	Global
3	BRM TCC	Sénégal	19-oct-09	23-oct-09	Global

Sociétés de Gestion d'OPCVM (SGO)

N°	Société	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
1	EAM	Côte d'Ivoire	26-janv-09	31-janv-09	Ciblé
2	OAM	Togo	16-févr-09	27-févr-09	Ciblé
3	SFOA	Mali	10-juin-09	10-juin-09	Inopiné

OPCVM

N°	Société	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
1	ECO IFC	Côte d'Ivoire	26-janv-09	31-janv-09	Ciblé
2	FCP PATRIMOINE	Côte d'Ivoire	26-janv-09	31-janv-09	Ciblé
3	FCP PRIMA CAPITAL	Côte d'Ivoire	26-janv-09	31-janv-09	Ciblé
4	FCP OPTI REVENUE	Togo	16-févr-09	27-févr-09	Ciblé
5	FCP OPTI PLACEMENT	Togo	16-févr-09	27-févr-09	Ciblé
6	FCP OPTI CAPITAL	Togo	16-févr-09	27-févr-09	Ciblé

Apporteurs d'Affaires (AA)

N°	Société/Acteur	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
1	TOP FINANCE	Togo	20-févr-09	20-févr-09	Global

Annexe 4 Bilan au 31 décembre 2009 du CREPMF

Réf.	ACTIF		Exercice N		Ex. N - 1
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (I)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement				
AY	Charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	68 660 248	61 285 078	7 375 170	12 942 295
AG	Fonds commercial				
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains				
AK	Bâtiments	330 430 957	161 503 788	168 927 169	185 448 717
AL	Installations et agencements	383 717 048	191 681 367	192 035 681	194 295 656
AM	Matériel	295 357 293	208 786 782	86 570 511	105 425 618
AN	Matériel de transport	82 968 624	64 793 960	18 174 664	27 796 529
AP	Avances et acomptes versés sur immo.				
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation				
AS	Autres immobilisations financières	46 259 218		46 259 218	31 156 170
AW	----- (I) dont H.A.O. : Brut : 1 088 000 Net : 306 564				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	1 207 393 388	688 050 975	519 342 413	557 064 985
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O				
BB	Stocks				
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres approvisionnements	14 521 592		14 521 592	17 806 831
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués				
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées				80 000
BI	Clients	60 844 145		60 844 145	611 741 723
BJ	Autres créances	203 054 920		203 054 920	140 759 288
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	278 420 657		278 420 657	770 387 842
	TRESORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement				
BR	Valeurs à encaisser	90 000		90 000	141 788
BS	Banques, chèques postaux, caisse	485 488 411		485 488 411	153 924 461
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	485 578 411		485 578 411	154 066 249

BU	Ecarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	1 971 392 456	688 050 975	1 283 341 481	1 481 519 076

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
CA	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CB	Capital		
CC	Primes et Réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		
CE	Ecarts de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles		
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau + ou -	1 019 419 848	537 827 985
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	-254 203 237	481 591 863
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	215 237 698	264 071 681
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	980 454 309	1 283 491 529
DA	DETTE FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (I)		
DB	Emprunts		
DC	Dettes de crédit-bail et contrats		
DD	Dettes financières diverses		
DE	Provisions financières pour risques et charges		
DF	(I) dont H.A.O. :...		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)		
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	980 454 309	1 283 491 529
DH	PASSIF CIRCULANT		
DI	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	8 201 460	8 812 251
DJ	Clients, avances reçues	500 000	250 000
DK	Fournisseurs d'exploitation	247 861 496	166 588 043
DL	Dettes fiscales	4 953 270	
DM	Dettes sociales	32 326 326	19 250 683
DN	Autres dettes	9 044 620	3 126 570
DP	Risques provisionnés		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	302 887 172	198 027 547
DQ	TRESORERIE-PASSIF		
DR	Banques, crédits d'escompte		
DS	Banques, crédits de trésorerie		
DT	Banques, découverts		
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)		
DV	Ecarts de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		
DZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 283 341 481	1 481 519 076

Annexe 5 Compte de Résultats au 31 décembre 2009 du CREPMF

Réf.	CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
	ACTIVITES D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises		
RB	- Variation de stocks (- ou +)		
	<i>(Marge brute sur marchandises voir TB)</i>		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		
RD	- Variation de stocks (- ou +)		
	<i>(Marge brute sur matières voir TG)</i>		
RE	Autres achats	52 679 001	37 859 671
RH	- Variations de stocks (- ou +)	3 285 239	-8 269 323
RI	Transports	113 600 711	118 403 662
RJ	Services extérieurs	505 340 665	441 709 151
RK	Impôts et taxes		
RL	Autres charges	77 445 097	69 995 000
	<i>(Valeur ajoutée voir TN)</i>		
RP	Charges de personnel ⁽¹⁾	510 919 466	392 155 094
	(1) dont personnel extérieur 1 800 000 / 1 400 000		
RQ	<i>(Excédent brut d'exploitation voir TQ)</i>		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	92 500 673	79 084 758
RW	Total des charges d'exploitation	1 355 770 852	1 130 938 013
	<i>(Résultat d'exploitation voir TX)</i>		
9	ACTIVITES FINANCIERES		
SA	Frais financiers		
SC	Pertes de change		
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF	Total des charges financières		
	<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH	Total des charges des activités ordinaires	1 355 770 852	1 130 938 013
	<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		1 342 578
SL	Charges H.A.O.		
SM	Dotations H.A.O.		
SO	Total des charges H.A.O.		1 342 578
	<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat		
SS	Total participation et impôts		
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	1 355 770 852	1 132 280 591
	<i>(Résultat net voir UZ)</i>		

Réf.	PRODUITS	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITES D'EXPLOITATION		
TA	Ventes de marchandises		
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES		
TC	Ventes de produits fabriqués		
TD	Travaux, services vendus	425 867 339	879 795 162
TE	Production stockée (ou déstockage)		
TF	Production immobilisée (- ou +)		
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES 425 867 339 / 879 795 162		
TH	Produits accessoires		
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (TA+TC+TD+TH) 425 867 339 / 879 795 162		
TJ	(1) dont à l'exportation		
TK	Subventions d'exploitation	606 572 479	648 442 727
TL	Autres produits	19 960 689	29 166 521
TN	VALEUR AJOUTEE 300 049 794 / 897 706 249		
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION -210 869 672 / 505 551 155		
TS	Reprises de provisions		
TT	Transferts de charges		
TW	Total des produits d'exploitation	1 052 400 507	1 557 404 410
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION -303 370 345 / 426 466 397 Bénéfice (+) ; Perte (-)		
	ACTIVITES FINANCIERES		
UA	Revenus financiers		
UC	Gains de change	333 051	85 733
UD	Reprises de provisions		
UE	Transferts de charges		
UF	Total des produits financiers	333 051	85 733
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -) 333 051 / 85 733		
UH	Total des produits des activités ordinaires	1 052 733 558	1 557 490 143
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES ⁽¹⁾ (+ ou -) -303 037 294/ 426 552 130		
UJ	(1) dont impôt correspondant /		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK	Produits des cessions d'immobilisation		498 507
UL	Produits H.A.O.		
UM	Reprises H.A.O.	48 834 057	55 883 804
UN	Transferts de charges		
UO	Total des produits H.A.O.	48 834 057	56 382 311
UP	RESULTAT H.A.O. (+ ou -) 48 834 057 / 55 039 733		
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	1 101 567 615	1 613 872 454
UZ	RESULTAT NET -254 203 237 / 481 591 863 Bénéfice (+) ; Perte (-)		

Annexe 6 Evolution du nombre d'acteurs entre 2005 et 2009

Types d'acteurs		2005	2006	2007	2008	2009
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières		1	1	1	1	1
Dépositaire Central / Banque de Règlement		1	1	1	1	1
Sociétés de Gestion et d'Intermédiation		20	20	20	21	21
Sociétés de Gestion de Patrimoine		1	1	2	1	2
Sociétés de Gestion d'OPCVM		4	4	6	8	8
OPCVM	SICAV	2	1	1	1	1
	FCP	7	9	10	15	16
Banques Teneurs de Compte / Conservateurs		1	1	1	4	4
Apporteurs d'Affaires		4	6	3	4	4
Démarcheurs		0	1	0	0	0
Total		41	45	45	56	58

Annexe 7 Nombre d'acteurs contrôlés en 2009

N°	Acteurs du marché	Agréés	Contrôlés	(%)
1	Sociétés de Gestion et d'Intermédiation	21	11	52
2	Banques Teneurs de Compte/Conservateurs	4	3	75
3	Sociétés de Gestion de Patrimoine	2	0	0
4	Sociétés de Gestion des OPCVM	8	3	38
5	Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières	17	6	35
6	Apporteurs d'Affaires	4	1	25
7	Structures Centrales	2	2	100
	Total	58	26	45